

# *l'Anti*capitaliste

n°455 | 13 décembre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**MALGRÉ LA RÉPRESSION ET LE BARATIN DE MACRON**

*Notre classe*  
**NE SE TIENDRA  
PAS SAGE!!!**



## Dossier

### MOBILISATION(S) DES GILETS JAUNES

Pages 6 et 7

## ÉDITO

Vous avez dit «fake news»?  
Page 2

## ACTU POLITIQUE

8 décembre: fin du monde,  
fin du mois, changeons le  
système, pas le climat!  
Page 4



## ACTU SOCIALE

Ford Blanquefort: le dénouement est  
proche, la résistance jusqu'au bout  
Page 8

## À LA UNE

Le 18 décembre avec les migrantEs  
pour la liberté de circulation et  
l'égalité des droits Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

## Vous avez dit «fake news» ?

C'est désormais devenu un rituel : toute mobilisation sociale est accusée, par les autorités et leurs relais médiatiques, de propager des «fake news». Le mouvement des Gilets jaunes n'échappe pas à cette règle, et l'on a assisté ces derniers jours à un étrange ballet, dans les médias et sur les réseaux sociaux, consistant à recenser les rumeurs, les photos ou les vidéos relayées dans les «milieux» Gilets jaunes et assimilables à des fake news.

Il ne s'agit évidemment pas de relativiser ce phénomène : des «informations» erronées et/ou farfelues, des vidéos de violences policières datant de précédentes mobilisations... ont bel et bien circulé. Et l'on ne peut qu'insister sur la nécessaire vigilance dont il s'agit de faire preuve à l'heure où, notamment via les réseaux sociaux, des images ou des nouvelles non vérifiées peuvent se diffuser à vitesse grand V, qui induisent en erreur et desservent les mobilisations.

Mais l'on ne peut qu'être frappé par ce soudain amour de la vérité et de la rectitude chez des responsables politiques et des personnalités médiatiques qui ne rechignent pas, quand cela les arrange, à répandre de nombreuses informations approximatives, voire carrément fausses.

Qu'il s'agisse de venir en soutien à Macron ou de délégitimer le mouvement, tous les moyens semblent en effet bons, et les chasseurs de vérité sont soudains moins prompts à dénoncer les fake news. Les plateaux qui ont suivi le discours de Macron le 10 décembre sont, à cet égard, une leçon de choses. Les petits soldats de la Macronie, qu'ils soient députés, ministres, éditorialistes ou «experts», ont ainsi martelé que «le SMIC» serait «augmenté de 100 euros». Soit une fake news de premier ordre, puisque ce n'est pas le salaire minimum qui va augmenter, mais le montant de la prime d'activité, et que le chiffre de 100 euros est obtenu par une addition bancale.

Ce n'est pas le seul exemple du genre : des comptes rendus de manifestations qui ressemblent à des copier-coller des rapports de la préfecture, aux improbables «études» tentant d'attribuer le développement du mouvement des Gilets jaunes à la Russie ou à l'ancien conseiller de Trump Steve Bannon, que n'a-t-on entendu du côté de la Macronie politique et médiatique ! Mais de toute évidence, le pouvoir et ses relais n'arrivent pas à retourner l'opinion, qui soutient toujours majoritairement le mouvement des Gilets jaunes. Et c'est une (vraie) bonne nouvelle !

## BIEN DIT

«Quand Macron ou d'autres parlent de nouveau monde, ils n'ont pas de mémoire. Mais cette mémoire revient quand on s'y attend le moins. Une vieille mémoire de la révolte et du désir d'égalité qui est bien plus vivante dans les couches populaires que dans la bourgeoisie.»

ANNIE ERNAUX, liberation.fr, 9 décembre 2018.

## À la Une

# Malgré la répression et le baratin de Macron, notre classe ne se tiendra pas sage !

À peine 13 minutes, Marseillaise comprise, pour donner des preuves d'«amour» à celles et ceux qui se mobilisent ou soutiennent les revendications sociales des Gilets jaunes : tel était le défi de Macron lundi soir... Mais à l'exception de certains commentateurs politiques, et de responsables des Républicains ou du RN qui estiment qu'il y a un pas, les réactions aussi bien des Gilets jaunes que des lycéens ont été immédiates : Macron nous a une fois de plus infligé son mépris de classe.

Le fait politique majeur reste qu'il a été contraint à ce discours, contraint d'abandonner sa posture d'inflexibilité, ce qui est, en miroir, un encouragement à renforcer, élargir et approfondir nos mobilisations, pour imposer de vrais reculs au président des riches et à ceux qu'il défend.

### Des entourloupes qui ne roulent personne

Ce qui est au centre de la mobilisation des Gilets jaunes et qui leur assure un large soutien, c'est la revendication d'une augmentation significative des revenus, pour «vivre et pas survivre». Alors Macron a fait des pieds et des mains, les yeux rivés sur son prompteur, pour tenter de nous faire croire qu'il allait donner du «pouvoir d'achat». 100 euros «de plus» pour les salariés au SMIC, la défiscalisation des heures supplémentaires et de la prime exceptionnelle de fin d'année, en fonction des capacités des entreprises...

Mais une formule résume tout : «sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur» ! Si on passe sur le fait que les ministres missionnés pour assurer le service après-vente bégayaient quant aux modalités de mise en œuvre de cette annonce, il est toutefois clair que l'on ne parle pas ici d'une augmentation de salaire, c'est-à-dire du SMIC horaire. Il s'agit en réalité de cumuler des mesures déjà annoncées, qui seront simplement anticipées afin d'afficher ce compte rond de 100 euros. Mais ce ne seront que des primes (qui ne donnent pas de droits pour la retraite), et tous les salariés payés au SMIC horaire ne les toucheront pas.

Depuis des années, les exonérations de cotisations patronales et les défiscalisations, présentées comme des encouragements à l'embauche, ont seulement démontré leur capacité à

tirer les salaires vers le bas. La défiscalisation des heures supplémentaires, en plus d'imposer la flexibilité aux salariés qui les réalisent, est en outre contradictoire avec la création d'emplois. De plus, l'annulation pour 2019 de la hausse de CSG pour les retraités touchant moins de 2000 euros, ne garantira pas leur pouvoir d'achat, alors que les pensions évolueront moins vite que les prix ! Et surtout, ces mesures, «entre 8 et 10 milliards d'euros», ne seront pas payées par les entreprises, mais par une fiscalité toujours injuste et par des économies sur les services publics.

### Macron «dans la seringue»

Cette allocution marque bien un tournant. Macron a été contraint de sortir de son silence hautain. C'est l'enracinement de la mobilisation des Gilets jaunes, l'élargissement de la contestation dans la jeunesse scolarisée, et la menace de l'extension à des secteurs du monde du travail, qui l'ont imposé.

Ceci dit, Macron a bien tenté d'y résister. D'abord en désavouant ses ministres, pour montrer qu'il reste



le seul maître à bord... du Titanic, mais aussi en commençant son discours par l'annonce qu'il n'y aurait aucune indulgence contre les «violences inadmissibles», qu'il mettrait tous les moyens pour ramener le «calme et l'ordre républicain». Contre le mouvement lycéen, 700 interpellations sur la seule journée du jeudi 6 décembre avec, en point d'orgue, la mise en spectacle de l'humiliation des 153 jeunes de Mantes-la-Jolie. Contre les manifestants de samedi dernier, des centaines de blessés et des milliers d'interpellés. La force la plus brutale a été déployée, mais elle n'a rien empêché : en début de semaine, le mouvement lycéen gagnait de nouveaux établissements, et les barrages et blocages se maintenaient.

À toutes ces colères qu'il prétend comprendre (voire partager...), Macron ne répond pas : rien sur le retrait de ParcoursSup, des réformes du bac général et de la voie professionnelle ; rien sur «l'urgence économique et sociale» d'augmenter tous les revenus et de partager le travail ; rien sur la justice fiscale, pas de retour à l'ISF. Au contraire même, il prétend pouvoir

poursuivre ses réformes programmées, de destruction des services publics, de l'assurance chômage et des retraites, tout en agitant la menace d'un débat sur l'immigration. Nous voilà prévenuEs.

### Passer à l'offensive, construire les convergences pour bloquer l'économie

Macron est loin d'avoir gagné. Pour la première fois depuis bien longtemps, une mobilisation, celle des Gilets jaunes, a ouvert un espace pour un combat offensif avec des revendications porteuses d'espoirs de vivre mieux dans toutes les couches d'un monde du travail acculé à la défensive par les défaites cumulées depuis deux décennies. C'est précieux et fragile à la fois, et une course de vitesse est engagée.

Il appartient maintenant aux salariés d'utiliser, en plus des blocages, l'arme de la grève pour réellement bloquer l'économie. La journée de mobilisation du vendredi 14 décembre peut être une étape, malgré les conditions de cet appel, la direction de la CGT refusant délibérément de la connecter aux mobilisations des Gilets jaunes et ne fixant même pas clairement l'objectif de la grève. Mais Solidaires, ou encore des structures syndicales CGT ou FSU, s'en emparent pour en faire une journée de grève en solidarité avec les mobilisations lycéennes et avec les manifestations du lendemain, l'Acte V du mouvement des Gilets jaunes.

C'est le caractère massif de ces deux jours qui pourra poser des limites au déploiement de plus en plus démesuré des violences policières et judiciaires, mais aussi construire la perspective d'une généralisation des grèves, bloquer le pays pour bloquer l'économie, toutes et tous ensemble, pour gagner.

Cathy Billard

## RÉPRESSION

# Intolérables violences policières et judiciaires

L'image a rapidement fait le tour des réseaux sociaux : des dizaines de lycéens de Mantes-la-Jolie, agenouillés, les mains sur la tête ou attachées dans le dos, entourés d'hommes en uniforme. Et ce commentaire de l'un des flics : «Voilà une classe qui se tient sage.» Des images et des mots particulièrement symboliques de la violence de la répression qui s'abattent sur les mobilisations actuelles, qu'il s'agisse de celles des Gilets jaunes ou de celles qui se développent dans la jeunesse scolarisée.

Environ 2000 interpellations au niveau national, dont près de 1100 à Paris, avec plus de 1700 personnes placées en garde à vue, dont environ 1000 à Paris : le bilan de la journée de mobilisation du 8 décembre donne le vertige. Depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, soit il y a un mois, ce sont plus de 3300 personnes qui ont été arrêtées, avec près de 2400 gardes à vue. Des chiffres tout aussi spectaculaires, dans un style différent, que ceux du nombre de grenades (notamment lacrymogènes) tirées à Paris

le 1<sup>er</sup> décembre : plus de 10 000, soit une grenade toutes les 4 secondes en moyenne sur l'ensemble de la journée. Des chiffres qui expriment un degré de répression et de violence inédit.

### Répression policière et judiciaire

Au cours des dernières semaines, les blessés se sont comptés par dizaines, aux quatre coins de la France, parfois gravement mutilés (mais arrachés, éborgnés), victimes d'explosions ou de tirs tendus de grenades ou de flashball, tandis qu'une femme âgée est décédée à Marseille après avoir été

blessée, chez elle, par une grenade lacrymogène, et qu'un jeune homme est toujours entre la vie et la mort, à Toulouse, après un tir de flashball à la tête.

Côté judiciaire, les condamnations se multiplient, avec des cas particulièrement aberrants, notamment des peines de prison avec sursis pour des personnes arrêtées en possession de sérum physiologique et/ou de lunettes de piscine aux abords des manifestations, ainsi que des interdictions de séjour à Paris pour des tags. Des centaines d'interpellations «préventives»

ont en outre eu lieu le 8 décembre sur la base d'un délit d'intention («participation à un groupement en vue de commettre des violences et des dégradations») qui autorise les arrestations arbitraires.

### Stratégie de la tension

Ces violences policières et judiciaires sont à l'image de la violence des propos qui ont été tenus par le gouvernement et les responsables policiers, notamment depuis le 1<sup>er</sup> décembre, qui ont participé d'un développement d'une stratégie de la tension et de la

## Vu ailleurs

### PAROLES DE GILETS JAUNES APRÈS LE DISCOURS DE MACRON

«Bon, bah les gens sont en colère! C'est bien!» Quelques minutes après la fin du discours d'Emmanuel Macron, hier soir, les réactions des gilets jaunes rassemblés dans ce bar de Caen vont de la dérision à l'exaspération. Après trois semaines à enchaîner les occupations de ronds-points, ralentir les départs des camions des dépôts de carburant, obliger les principaux centres commerciaux de l'agglomération à fermer, les mots du Président de la République ne semblent pas avoir calmé la colère des gens présents ce soir-là. [...]

Pour les gilets jaunes rassemblés dans le bar, ces annonces sont de la poudre de «perlimpinpin». «L'augmentation du Smic, ok! Mais quand le fait-il? En 2019, mais quel jour? Nous attendons des choses concrètes et pas qu'on demande à des patrons qui n'ont pas les moyens de verser une prime, estime Gaëtan, blessé il y a une semaine lors de l'évacuation par les CRS d'un rond-point. Et puis ce sont les salaires qu'il faut augmenter, pas uniquement le Smic, sinon, ceux qui sont juste au dessus du Smic n'obtiennent rien!» [...]

Une lycéenne franchit la porte du café. «Est-ce que vous venez bloquer mon lycée, demain?, demande-t-elle. Si c'est le cas, je ne vais pas en cours.» Sa remarque fait rire les gilets jaunes. «Bloque-le, et on viendra t'aider!», lui répond l'un d'eux. [...]

«Nous, on paie pour nos parents qui n'ont pas assez de retraites. Et nous devons aussi payer pour nos enfants, explique Gaëtan à propos des raisons qui l'ont poussé à rejoindre le mouvement. Nous ne pouvons pas faire les deux en même temps. Avant, c'était la classe populaire qui n'arrivait pas à boucler les fins de mois. Désormais, c'est la classe moyenne.» Hier soir, plus que les annonces du président qui déçoivent, c'est son style que les gilets jaunes continuent de trouver «méprisant». [...]

Pour Jérémie, les annonces du président ne sont pas assez concrètes. «En quoi mon pouvoir d'achat va augmenter?, demande-t-il. Les classes moyennes vont rester pauvres.» «Quand Emmanuel Macron défend sa décision de ne rien changer à l'ISF, on a l'impression que nous sommes des méchants qui s'attaquent aux riches, raconte Gaëtan. Mais on demande juste à ce que les riches paient autant d'impôts proportionnellement que les pauvres.» «Cela va dégénérer», lance un gilet jaune pour qui la revendication principale d'une baisse des taxes n'est pas écoutée. «On commence à être exaspérés», exprime une autre personne. «Jusqu'à maintenant, les gens sont pacifiques», prévient-elle en référence au mouvement caennais.

Simon Guoin, «Gilets jaunes: "On sent bien qu'Emmanuel Macron n'est pas dans le même monde que nous"», *Bastamag*, 11 décembre 2018.

## Le chiffre

**972** C'est le nombre de cas de «violence physique disproportionnée, d'utilisation de gaz lacrymogène, de destruction de propriété personnelle, d'expulsions de lieux de vie, et d'autres atteintes au droits perpétrées par les forces de l'ordre à l'encontre de réfugiés faisant halte à Calais», décompté entre novembre 2017 et novembre 2018 par des organisations locales d'aide aux migrantEs. «Un niveau particulièrement inquiétant de pratiques abusives», selon l'une des auteurEs du rapport.

## LYCÉES La répression n'arrête pas la mobilisation!

Depuis plus d'une dizaine de jours, entraînés par le mouvement des Gilets jaunes, les lycéenEs sont rentrés massivement dans la bataille contre la politique du gouvernement de Macron.

À la pointe de la contestation, on retrouve la plupart du temps des lycéens populaires: les filles et fils des Gilets jaunes ont souvent donné le signal de départ de la lutte. La mobilisation s'est depuis répandue comme une traînée de poudre dans des centaines de lycées, dont certains n'avaient connu aucun mouvement depuis des années. Les blocus, rassemblements et manifestations ont regroupé des milliers de lycéenEs dans la rue durant toute la semaine, et ce dans tout le pays.



DR

### La fièvre jaune est contagieuse!

La colère des lycéenEs prend place dans une ambiance de lutte bien plus générale contre la politique du «président des riches». Le mot d'ordre «Macron démission» est d'ailleurs repris devant les lycées, et quelques lycéenEs arborent même le gilet jaune. Le combat des Gilets jaunes contre les fins de mois impossibles est aussi celui d'une jeunesse révoltée contre la précarité et les inégalités. Comme le dit une lycéenne devant le lycée Romain-Rolland à Ivry-sur-Seine, «Pourquoi étudier si c'est pour ne pas avoir de travail plus tard?» Sur les blocus, les lycéenEs dénoncent

l'éducation au rabais qu'on leur offre: pourquoi supprimer des postes de professeurEs, de surveillantEs ou d'infirmières alors que les classes dépassent souvent déjà largement la trentaine d'élèves? Ce manque de moyens pour l'éducation a les mêmes causes que les salaires et les retraites de misère: le fonctionnement d'un système qui profite toujours aux mêmes, au patronat et aux plus riches, au détriment des besoins de la grande majorité. Les lycéenEs mobilisés revendiquent aussi la suppression de Parcoursup et de la réforme du bac, mesures qui renforcent le tri social pour accéder aux études supérieures:

les élèves de quartiers populaires qui n'auront pas fréquenté un lycée assez côté resteront sur le carreau.

### Le gouvernement répond par la matraque

Devant ce mouvement massif qui se propage dans les lycées, le gouvernement a la même politique qu'envers les Gilets jaunes: une répression policière brutale. La vidéo de l'arrestation à Mantes-la-Jolie de plus d'une centaine de lycéenEs – forcés de rester agenouillés et mains sur la tête pendant des heures à l'instar de prisonniers de guerre – a choqué. Et c'est loin d'être un cas isolé, tant les cas de

répression violente sont nombreux: présence agressive et jets de gaz lacrymogènes devant les portes des lycées, tirs au flashball sur des lycéenEs, provoquant des blessures graves (dans le Loiret, à Grenoble et à Garges-lès-Gonesse), des centaines d'interpellations... Manifester devient ainsi une «participation à un attroupement armé» occasionnant des mises en garde à vue. À Ivry-sur-Seine, des lycéenEs ont fait plus de trente heures de garde à vue pour avoir tagué «Macron démission» sur le panneau d'affichage du lycée! Et si le gouvernement met en avant les débordements sur les blocus pour légitimer cette violence, c'est dans l'écrasante majorité des cas l'intervention et les provocations de la police qui mettent le feu aux poudres. Cette politique de la matraque vise à provoquer la peur afin que les lycéenEs renoncent à lutter. Mais ils et elles ne l'entendent pas de cette oreille et continuent à se mobiliser! Face à cette politique, les lycéenEs, au côté de toutes celles et tous ceux qui aujourd'hui se mobilisent, ont tout intérêt à s'organiser et à se coordonner entre eux pour amplifier leur mouvement: cela sera la meilleure réponse à la répression qu'ils et elles subissent!

**Boris Leto**

## NO COMMENT

«Soyons un peu efficaces et un peu concrets. Ça ne leur a pas fait de mal à ces jeunes de savoir ce que c'est le maintien de l'ordre, la police, de se tenir tranquilles. Ça leur fera un souvenir. Et c'est pas mal pour leur redonner le sens de la réalité.»

SÉGOLÈNE ROYAL, à propos de l'humiliante arrestation des lycéenEs de Mantes-la-Jolie, Europe 1, 9 décembre 2018.

«QUAND ILYA DE LA HAINE C'EST AUSSI QU'ILYA UNE DEMANDE D'AMOUR»



CHARMA6

violence destinée à dissuader qui-conque de se mobiliser et préparant l'opinion publique à de nouvelles violences policières. Les éditorialistes

et les «experts en sécurité» n'ont pas rechigné à mettre la main à la pâte, organisant le service après-vente et la publicité de la répression de masse,

quitte à justifier l'injustifiable au nom de «l'ordre républicain». Cette stratégie de la tension a partiellement porté ses fruits, puisqu'elle a effectivement dissuadé nombre de manifestantEs de se rendre à Paris. Mais de toute évidence, le matraquage politico-médiatique aux sujets des «violences» ne suffit toujours pas à délégitimer la mobilisation, qui bénéficiait toujours, après la journée du 8 décembre, d'un soutien majoritaire dans les enquêtes d'opinion, au grand dam de la Macronie. Ce dont on ne peut que se réjouir.

### C'est eux les casseurs!

«Il y a, au-delà des gilets jaunes, des groupuscules qui veulent en découdre, qui veulent que la violence s'installe dans notre pays», déclarait, le 5 décembre, Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires. Un sentiment de plus en plus largement partagé,

mais pas au sens où la ministre le souhaiterait. Le groupuscule qui veut en découdre, c'est le pouvoir. Et la violence est déjà largement installée dans le pays, qu'il s'agisse de la violence économique et sociale ou de la violence judiciaire-policière. Et de cela, nous sommes de plus en plus nombreux à être convaincus, comme en ont notamment témoigné la vague d'indignation suscitée par l'interpellation des lycéenEs de Mantes-la-Jolie et les multiples scènes de résistance, voire de contre-violence collective contre les forces de police auxquelles on a pu assister le 8 décembre. Le gouvernement joue la carte répressive et, ce faisant, brise des vies. Rien ne justifie cette fuite en avant ultra-violente, et nous ne cesserons de la dénoncer, et de nous organiser pour qu'elle cesse. La colère contre le pouvoir est légitime, et manifester est un droit!

**Julien Salingue**

### l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6500 exemplaires

**Directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## MANTES-LA-JOLIE Des éditorialistes se réjouissent de la répression des lycéenEs

Les images des lycéenEs de Mantes-la-Jolie (voir page 2) ont fait le tour des réseaux sociaux, à un point tel que les grands médias, notamment les chaînes d'information en continu ont été contraintes, malgré leur ignorance initiale, de les relayer. Mais le lendemain de l'interpellation, la réaction était en marche, et les interventions se sont multipliées, venues des éditorialistes maison, pour minimiser la portée de ces images, voire pour justifier le comportement des policiers. Quelques exemples significatifs, relevés par l'excellent observatoire des médias Acrimed, dont nous reprenons ici les transcriptions<sup>1</sup>.

Lorsque l'on observe avec quelle rapidité les médias dominants ont relayé, comme à leur habitude, sur les images de « violences » commises lors et autour des manifestations des Gilets jaunes, on n'a pu qu'être frappé de leur manque d'impudence à diffuser celles de l'interpellation humiliante des lycéenEs de Mantes-la-Jolie. Il a en effet fallu plusieurs heures, voire davantage, et ce alors même que l'AFP avait authentifié la vidéo, pour que chaînes et sites d'information donnent à voir, la plupart du temps sans commentaires, ces images révoltantes. Un deux poids deux mesures évident, qui s'est confirmé dès le lendemain de l'interpellation, avec des éditorialistes jouant le rôle de porte-parole du ministère de l'Intérieur.



### Réprimer, c'est protéger

Sur LCI, le vendredi 8 décembre au matin, c'est Franz-Olivier Giesbert qui éructe face à un représentant de la FIDL : « Arrêtez, il y a pas de blessés là, il y a pas de blessés ! Ils auraient pu être massacrés, il n'y a pas de blessés ! C'est pas parce que c'est des lycéens qu'ils ont le droit de faire n'importe quoi ! » Alors que, de toute évidence, les policiers, eux, « ont le droit de faire n'importe quoi », entre autres de faire subir un traitement dégradant à des jeunes. Mais que ces derniers ne se plaignent pas : « Ils auraient pu être massacrés ». Et de poursuivre : « Il y a beaucoup de lycéens aussi qui veulent rentrer dans l'établissement pour suivre les cours, et qui ne peuvent pas rentrer parce qu'il y a les blocages ! Ça c'est la réalité ! Où est la démocratie ? Ils veulent travailler ! Ils veulent passer le bac ! » Il ne fait pas bon être un lycéenE mobilisé dans la « démocratie » de Franz-Olivier Giesbert...

Sur C-News, c'est l'inénarrable Christophe Barbier qui dégaine, là encore dès le vendredi matin : « On interpellé, on neutralise tout de suite, on ne laisse pas les lycées trop occupés, on ne laisse pas les mouvements lycéens se zadifier ». Et de sortir l'artillerie lourde : « Ce qui s'est passé, c'est tout à fait normal, et c'est même pour protéger les lycéens qu'il faut comme ça les traiter ». Tout va bien ! Il ne s'agissait que de « protéger » les lycéenEs... Leur rendre service en somme, afin « qu'ils ne restent pas debout, qu'ils ne soient pas exposés aux intempéries » ou « qu'il n'y ait pas des mouvements de foule si on les laisse en groupe ». L'indécence est un métier... Commentaire d'Acrimed : « Un journalisme de préfecture qui prend ces derniers temps des accents orwelliens : dans le monde des éditorialistes [...], réprimer, c'est protéger ». On ne saurait mieux dire. J.S.

1 - Pauline Perrenot et Frédéric Lemaire, « Humiliations policières contre les lycéens, Barbier et Giesbert complices », 7 décembre 2018, sur [www.acrimed.org](http://www.acrimed.org).

## «CONCERTATION» Les hautes sphères syndicales à l'arrière-garde

Pendant qu'en bas, le lundi 10 décembre, des milliers de Gilets jaunes tenaient leurs ronds-points, dans la pluie et le vent, des milliers de lycéenEs tenaient leurs blocages et assemblées, malgré une traque policière forcenée, des discussions vives se poursuivaient dans les entreprises et les quartiers sur les moyens de soutenir ou rallier, y compris par la grève, la spectaculaire révolte sociale et politique qui s'est emparée du pays, les chefs syndicaux – sauf ceux de Solidaires – accouraient chez Macron, là-haut, dans les salons.

Il y avait du monde au grand raout : ministres avec leurs staffs, présidents des assemblées et autres conseils, notables régionaux, représentants patronaux... et représentants de la CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC et FSU : « corps intermédiaires » – ou « entremetteurs » ? –, succédant d'interlocuteurs de Macron prêts à l'aider à une « sortie de crise » à sa sauce. C'est d'ailleurs l'un d'entre eux, Laurent Berger, qui proposait déjà à Édouard Philippe, il y a 3 semaines, de lui sauver la mise par une rencontre au sommet !

### Légitimité usurpée

Depuis l'émergence de la révolte des Gilets jaunes, les chefs syndicaux s'échinent de fait à s'en démarquer. Le leitmotiv revient sur les « homophobes, xénophobes et racistes » et militants d'extrême droite qui seraient dans leurs rangs. Probablement. Mais y a-t-il vraiment besoin d'aller chercher l'extrême droite pour trouver des toiles d'araignée réactionnaires et racistes dans un mouvement ouvrier dont déjà depuis des décennies les



PHOTO THÉQUE ROUGE / JMB

hautes sphères secrètent le nationalisme, voire le chauvinisme ? Autre argument des chefs syndicaux : ce mouvement des Gilets jaunes n'aurait ni les bonnes revendications (les salaires) ni les bons modes d'action (la grève). Un peu plus compliqué. Et surtout piètre justification pour ne pas le soutenir !

### Où est la conscience de classe ?

Durant les actes I et II des Gilets jaunes, avant le samedi 1<sup>er</sup> décembre

qui a enflammé les Champs-Élysées et tandis que bien des militantEs syndicaux se portaient à titre individuel sur des barrages et blocages de Gilets jaunes, les hautes sphères syndicales les ignoraient dans leurs communiqués et/ou cherchaient des contre-feux. Laurent Berger proposait donc à Édouard Philippe ses bons services. Philippe Martinez, quelque peu bousculé, évoquait une « convergence » nécessaire mais appelait le 1<sup>er</sup> décembre à une manifestation concurrente à Paris (2000 à 3000 personnes) dont il n'a pas voulu qu'elle rejoigne les Gilets jaunes. Après l'acte III et le tournant du 1<sup>er</sup> décembre, tandis que dans les rangs syndicaux un nombre croissant de militantEs et sections appelaient à manifester le samedi suivant avec les Gilets jaunes, les confédérations – sauf Solidaires – publiaient le communiqué honteux du jeudi 6 décembre dénonçant « toutes les violences » et affirmant que « le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place ». Ni plus ni moins que l'allégeance à Macron...

Pas plus qu'avant, la CGT n'appelait à participer à l'acte IV du samedi 8. Elle proposait au contraire un nouveau contre-feu avec l'annonce d'une « journée d'action » pour le vendredi 14, bien loin ! Et si, peu à l'aise dans leurs baskets, les dirigeants de la CGT refusaient de se rendre au rendez-vous d'Édouard Philippe le 7 décembre, ils acceptaient celui de Macron trois jours plus tard... Un signal détestable donné aussi bien à l'ensemble de la classe ouvrière qu'à sa fraction en lutte sur les ronds-points et barrages qui s'avérait autrement consciente des enjeux par les premières réponses cinglantes de Gilets jaunes au discours de Macron.

### La grève générale, ils ne l'auraient pas volée

Dans le paysage s'inscrit désormais la « journée d'action » de la CGT du 14 décembre et surtout l'acte V des Gilets jaunes, le 15. Martinez n'appelle pas clairement à la grève le 14 ni ne se prononce en faveur d'une participation au samedi 15 décembre. La CGT, qui conserve une base combattive, se décidera-t-elle à appeler à lutter aux côtés des Gilets jaunes ? Un mouvement d'ensemble, une grève générale, serait aujourd'hui la réponse à Macron et ses amis grands patrons. D'autant qu'une partie de la jeunesse a basculé. Cette suite indispensable dépend à ce jour de la détermination apparemment non entamée des Gilets jaunes, comme de celle des travailleurEs et militantEs syndicaux et politiques qui s'apprentent à joindre leurs luttes, dans les entreprises, à celle déjà engagée sur les carrefours et dans la rue.

Michelle Verdier

## 8 DÉCEMBRE Fin du monde, fin du mois, changeons le système, pas le climat !

Deux mois après le rapport du GIEC, alors même que les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté en France de 3,7% en 2017, et que se déroulent les négociations internationales sur le climat à la COP24 en Pologne, le 8 décembre était déclaré « Journée de mobilisation internationale pour la justice climatique », en convergence avec la quatrième journée de mobilisation des Gilets jaunes.

Trente-cinq marches pour le climat ont eu lieu partout en France. Plus de 130 000 manifestantEs (25 000 à Paris, 10 000 à Bordeaux, 12 000 à Marseille...) ont démontré leur détermination à agir pour le climat et la justice sociale, malgré les pressions du gouvernement et de certaines préfectures pour faire annuler les marches. Majoritairement, ces manifestations parfois « sauvages » se sont déroulées dans un cadre non-violent et populaire.

### Convergences

À Marseille, c'est une première, les Gilets jaunes ont pénétré massivement dans la ville. Jusqu'ici, ils étaient plutôt actifs en périphérie (blocages de centres commerciaux, péages gratuits...). Ils ont commencé à occuper le Vieux-Port dès le matin, rejoints peu à peu par les écologistes. Une rencontre fraternelle et conviviale, « comme il se doit sur le Vieux-Port ». À Grenoble, le Dauphiné-Libéré fait sa « Une » avec 15 000 manifestantEs, et souligne que les Gilets jaunes ont rejoint le cortège sous les acclamations. Et dans les agglomérations plus petites comme Poitiers ou Valence, c'est toujours avec plus d'un millier de personnes que les cortèges verts et



jaunes ont envahi les centres-villes. La banderole en tête à Paris « Fin du monde, fin du mois, changeons le système, pas le climat » montre

la direction souhaitée dans toutes les villes. Et c'est bien là le fait marquant de ces manifestations. De nombreuses

marches ont convergé avec le mouvement des Gilets jaunes, sous des formes différentes, affirmant que la justice sociale et la lutte contre le dérèglement climatique sont indissociables.

### Évolutions dans le mouvement écologiste

Le mouvement écologiste est en train d'évoluer. Moins nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui, aujourd'hui pensent que la solution viendra d'une somme d'initiatives locales, individuelles, dont nous pouvons par ailleurs être solidaires, espèrent influencer ces mascarades que sont devenus les grands sommets sur le climat, ou encensent quelques « gourous » bien en vue dans les médias. ChacunE perçoit que toutes les solutions techniques « écologiques » se heurtent à la réalité sociale et politique de la société capitaliste. Beaucoup intègrent dans leur réflexion que le principal obstacle pour faire face à la crise écologique, c'est le capitalisme, qui en est aussi le principal responsable, ce qui explique entre autres le très bon accueil réservé aux 4 pages du NPA dans les cortèges. Les mobilisations pour le climat et la justice sociale continueront donc à monter en intensité dans les prochains mois. Le prochain rendez-vous est donné au vendredi 14 décembre à Paris pour une action non-violente géante de nettoyage de la Société Générale, championne des banques françaises en matière de soutien aux énergies les plus destructrices pour le climat. Commission nationale écologie

# SOMMET DE MARRAKECH Les fantasmes délirants agités par la droite et l'extrême droite

Le « pacte de Marrakech » est avant tout un recensement de principes extrêmement généraux qui sont supposés être partagés par les pays signataires de l'accord : défense des droits humains, des enfants, contre les détentions arbitraires, n'autorisant les arrestations « qu'en dernier recours »... Rien, bien sûr, sur les droits des travailleurs migrants, rien sur l'aide humanitaire, rien ne s'opposant aux activités de l'agence Frontex ou à l'arraisonnement des bateaux humanitaires en Méditerranée. De plus, comme le rappelait encore le 9 décembre Louise Arbour, représentante spéciale à l'ONU pour les migrations, « ce texte ne crée aucun droit de migrer, il ne place aucune obligation aux États, n'engage que ceux qui veulent s'y plier ».

## Déchaînement des nationalismes

Les USA s'étaient retirés dès décembre 2017 de l'élaboration du texte, le jugeant contraire à la politique d'immigration de Trump : « Les décisions sur la sécurité des frontières, sur qui est admis à résider légalement ou obtenir la citoyenneté figurent parmi les plus importantes décisions souveraines qu'un pays peut prendre ». À Ottawa plusieurs centaines de militantEs d'extrême droite du mouvement « la Meute » se sont affrontés à la mobilisation des antiracistes. Tentant de profiter de la mobilisation des Gilets jaunes, de l'hétérogénéité du mouvement, les groupes identitaires et les sites d'extrême droite ciblent depuis plusieurs jours le pacte de Marrakech, pour

Lundi 10 décembre à Marrakech, 150 pays sur les 193 que compte l'ONU ont adopté un texte dans le cadre d'un « pacte mondial des Nations unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. » Celui-ci devrait être adopté le 19 décembre en assemblée générale de l'organisation.



déverser leur poison raciste. Ainsi Riposte laïque feint de craindre que « Macron prépare une déferlante africaine sur la France » et exhorte les Gilets jaunes à « bloquer Macron au sol le 10 décembre » (jour de la signature du pacte). Les Républicains, totalement en phase avec le Rassemblement national, ont cosigné une lettre au président, lui enjoignant de ne pas signer le texte.

Mais c'est sans conteste Marine Le Pen qui, dans ce nid de vipères, aura crevé l'écran en tenant meeting samedi dernier à Bruxelles à l'invitation des fascistes du Vlaams Belang, la veille de l'éclatement de la coalition provoquant la chute du gouvernement de Charles Michel. Flanquée de Steve Bannon, l'ancien conseiller de Donald Trump, et d'autres représentants

du « Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés », elle a pu ainsi déverser sa haine anti-migrantEs, dénonçant « l'ignominie immigrationniste » et développant la théorie du « grand remplacement » chère à tous les racistes européens.

## Construire un mouvement antiraciste européen massif !

À l'évidence, le thème central de la prochaine campagne des élections européenne sera celui de l'accueil des migrantEs. Les révolutionnaires et antiracistes ont une responsabilité majeure à organiser un front antiraciste et antifasciste large, seul capable de s'opposer à l'Europe forteresse. On voit déjà dans le mouvement social actuel combien le venin raciste et xénophobe est distillé par des

membres de l'extrême droite au sein même du mouvement des Gilets jaunes...

D'où l'importance des rassemblements et marches aux flambeaux mardi 18 décembre dans toute la France, à l'appel de plus de 250 organisations, associations, partis et syndicats. Ce sera un premier pas qui devrait permettre de redonner vie à un mouvement antiraciste qui n'a pas été capable d'organiser la riposte contre la loi Asile-immigration adoptée l'été dernier. Ce sera une première étape qui permettra de réactiver les réseaux locaux et construire de nouvelles mobilisations. Nous devons d'ores et déjà préparer en mars la journée internationale contre le racisme pour en faire un jour de riposte de masse. Personne ne le fera à notre place!

Alain Pojolat

# BELGIQUE Gilets jaunes sur fond de crises

Depuis le 17 novembre, la Belgique connaît elle aussi une mobilisation de « gilets jaunes ». S'il n'est pas question de « taxe carbone » à Bruxelles, l'étincelle est malgré tout venue de la hausse des prix des carburants. Mais les revendications exprimées depuis lors laissent entrevoir des racines bien plus profondes au mécontentement.

Les origines du mouvement sont à chercher du côté de la précarité, de l'injustice fiscale et du sentiment que la machine (jusqu'ici bien huilée) de la « concertation sociale » est entravée. Un communiqué daté du 26 novembre, adressé au Premier ministre Charles Michel et signé « les Gilets jaunes », résumait ainsi les raisons de leur colère : « Due à des fins de mois difficiles, colère face à des élus qui ne veulent rien entendre, colère en raison des différents scandales de politiciens malhonnêtes, colère devant les inégalités fiscales... ». Il faut dire que les classes populaires encaissent les régressions sociales depuis des années : exclusions des allocations de chômage, augmentation de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans, précarité étudiante, etc. En ce qui concerne la fiscalité, la Belgique figure en tête des pays de l'OCDE où les revenus du travail sont les plus imposés, alors que la taxation du capital reste très faible. Les grosses fortunes ne sont pas imposées (Bernard Arnault l'a bien compris) et 221 milliards d'euros se sont envolés vers les paradis fiscaux en 2016.



## Échec d'une stratégie syndicale

La mobilisation des Gilets jaunes (principalement présents dans la partie francophone du pays) révèle aussi l'échec des syndicats à organiser la colère. À l'hiver 2014, une série de manifestations de grande ampleur et de grèves tournantes avait mis le gouvernement Michel dans les cordes dès son entrée en fonction. Mais à l'approche des fêtes de fin d'année, les directions syndicales ont appelé à la trêve hivernale et sont retournées à la table des

négociations. S'en est suivie une situation où seules restent à négocier les modalités d'application des mesures d'austérité. Une certaine démoralisation s'est emparée des militantEs, pourtant toujours demandeurEs d'actions plus offensives que les promenades des cortèges syndicaux. La stratégie du gouvernement de marginaliser les organisations syndicales et de mettre en pièces la concertation sociale héritée de l'après-guerre est en train de porter ses fruits. Et les directions syndicales,

qui avaient tout misé sur la concertation, se retrouvent aujourd'hui dans l'impasse.

## Des clarifications nécessaires, des alliances possibles

Dans ce contexte, la révolte des Gilets jaunes semble jouir d'un soutien non négligeable parmi les classes populaires, même si son ampleur est beaucoup plus limitée qu'en France. Le 8 décembre, un peu plus de 1000 personnes ont manifesté à Bruxelles ; 450 ont été arrêtées administrativement, certaines à peine descendues du train. Le mouvement reste très hétérogène malgré les tentatives de récupérations de l'extrême droite. Sa diversité constitue à la fois une force et une faiblesse, et des clarifications sont nécessaires, non seulement face à l'extrême droite mais aussi en termes d'objectifs et d'alliances. Une délégation de Gilets jaunes a été reçue la semaine passée par le Premier ministre qui a annoncé, quelques jours plus tard, que les prix du diesel et de l'essence ne seraient pas indexés en 2019. Une petite victoire pour un mouvement qui ne semble pas vouloir s'arrêter en si bon chemin. Plusieurs mobilisations (syndicales, climatiques, pour la justice migratoire) sont prévues dans les semaines à venir : autant d'opportunités de faire converger ces luttes et celles des Gilets jaunes. Sébastien Brulez

## BULGARIE Les gorges de Kresna : un joyau menacé

Nous publions un texte de Frédéric Malvaud, ornithologue et naturaliste, au sujet d'un désastre écologique en cours en Bulgarie.

Je connaissais de réputation les gorges de Kresna, situées dans le sud-ouest de la Bulgarie dont le site, dans la vallée de la Struma, à la frontière de la Grèce, est remarquable. Cette vallée est l'unique voie de passage du monde « méditerranéen » vers les montagnes des Balkans. Microclimat chaud, mélanges d'influences, milieux préservés (jusqu'à maintenant), c'est le « cocktail » pour une biodiversité d'exception. Lorsque, lors d'un voyage d'études au printemps 2018, je me suis rendu dans la vallée, je rêvais des derniers vautours fauves des Balkans, de la profusion des papillons (122 espèces dénombrées sur un kilomètre carré de la vallée, quand le Royaume-Uni n'en compte que 59!).

## 3500 espèces de faune et de flore

Le zoologiste bulgare Boyan Petrov indique que 3500 espèces de faune et de flore existent ici. On y trouve ainsi de nombreuses espèces de reptiles uniques dans les Balkans, comme le lézard égeen ou la couleuvre léopard, entre des habitats aussi divers que les bords de la rivière Struma, des collines boisées et surtout les spectaculaires gorges de Kresna, là où la vallée se resserre dans un passage étroit. On peut imaginer l'importance d'un tel lieu pour la migration des espèces, mais aussi son extrême fragilité. Après 8 jours à inventorier les oiseaux en juin dernier, j'ai pu observer en quelques jours près d'une centaine d'espèces dont le rare faucon d'Éléonore, en provenance des îles grecques, qui trouve ici son unique voie de passage vers les Balkans.

## Désastre écologique en cours

Mais j'ai aussi constaté le début du désastre écologique. Toute la partie sud de la vallée, juste avant les gorges, est d'ores et déjà défigurée par les travaux de l'autoroute en cours de construction. Le passage de milliers de camions dans la vallée crée un bruit assourdissant et induit déjà une rupture écologique majeure. Car si les oiseaux ou mammifères sauvages ont su repérer cette voie de passage, les tenants de la mondialisation économique, de l'argent à tout prix, du tout-camion l'ont bien compris eux aussi. S'entre-croisent ici d'importants intérêts financiers. Il s'agit du dernier tronçon de l'autoroute trans-européenne reliant l'Allemagne à la Grèce. Et comme l'Union européenne n'en est pas à quelques contradictions près, elle a financé antérieurement la Bulgarie pour étudier et classer la vallée au titre de Natura 2000, pour réintroduire les vautours, et aujourd'hui elle finance (à hauteur de 673 millions d'euros) la construction de l'autoroute pour tout détruire!

## Annuler les financements européens

La Commission européenne a cependant fixé des conditions : l'autoroute ne doit pas passer dans les gorges, mais par un long tunnel sous les collines environnantes, pour limiter l'impact. Mais cela augmentera le coût des investissements. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement bulgare a décidé de prendre l'argent des citoyenEs européens, mais sans construire le tunnel. Il faut dire que, derrière le gouvernement, se cache un autre acteur : la mafia. Celle-ci est prête à tout. Comme les entreprises bulgares du BTP n'ont pas la compétence pour faire le tunnel, il faudrait faire appel à des entreprises étrangères et la mafia qui contrôle le BTP bulgare verrait disparaître des profits colossaux. Prête à tout ? On peut en effet s'interroger sur le fait que le zoologiste Boyan Petrov ait été « happé » par une voiture « incontrôlée » alors qu'il faisait une prospection floristique dans les gorges. Il a survécu par miracle à un long coma... Remettre en cause cette folle logique de transport n'est pas à notre portée immédiatement, mais limiter les dégâts dans les gorges de Kresna, oui. Il faut obliger l'Union européenne à appliquer ce qu'elle a édicté : pas un centime européen si un tunnel n'est pas construit! Une association (wemove.eu) qui milite pour une Union européenne sociale et écologique a lancé une pétition en ligne pour faire annuler les derniers financements européens et ainsi bloquer le projet. Il est encore temps d'agir!

Frédéric Malvaud

<https://act.wemove.eu/campaigns/sauvons-les-gorges-de-kresna>



# RETOUR SUR UNE JOURNÉE NATIONALE DE MOBILISATION(S) CONTRE MACRON

*La journée du samedi 8 décembre a confirmé l'ancrage du mouvement de contestation de la politique de Macron. Aux quatre coins du pays, des rassemblements et manifestations ont eu lieu, avec de plus en plus de moments de convergences entre Gilets jaunes, autres secteurs mobilisés, mouvement ouvrier, marches climat. Nous proposons un aperçu de ce qui s'est déroulé dans quelques villes, sans prétention à l'exhaustivité, mais qui donne une idée de la diversité des situations... et du climat général de contestation. Par nos correspondantEs (voir également notre article, en page 4, dédié aux marches pour le climat, ainsi que notre article, en page 10, sur l'intervention du NPA à Paris).*

## ANGOULÊME

**S**amedi 8 décembre, manifestation des Gilets jaunes au centre ville. Appelée comme une « bordel party » par un « responsable » Gilet jaune (qui a démissionné depuis, disant qu'il n'avait pas voulu dire ça) 400 à 500 Gilets jaunes ont défilé en ville. Les unEs vers la préfecture bouclée par les flics, les autres directement vers la permanence du député En marche, bouclée aussi par les flics. Pas mal de drapeaux BBR et régulièrement *la Marseillaise*. On croise des militantEs CGT et Insoumis dans les défilés. D'après un de ces camarades, l'extrême droite est assez

présente. À la fin de la manifestation en ville un groupe entouré de drapeaux bleu-blanc-rouge a donné des rendez-vous autour des ronds-points pour bloquer. Dans la soirée une tentative de blocage de la RN10 a été empêchée par les flics au bout de peu de temps. Il y a des barrages filtrants un peu partout dans le département, notamment à Cognac et Chasseneuil. L'après-midi, belle manif pour le climat : entre 500 et 700 personnes. Au démarrage un défilé de Gilets jaunes en motos et voiture est passé devant en klaxonnant mais sans s'arrêter. Quelques Gilets jaunes ont participé à cette manifestation.

## AVIGNON

**T**out a démarré dans la confusion générale. Le piège du gouvernement visant à opposer les « bons » et « mauvais » Gilets jaunes, les plus déterminés, avait fonctionné. En début de semaine, un groupe était allé négocier avec la préfecture, sans mandat de quiconque, pour qu'il n'y ait pas d'appel à manifester à Avignon. Mais comme la force du mouvement est son auto-organisation, un appel Facebook à manifester sur la rue de la République a été lancé et largement repris et relayé. À tel point qu'à deux jours de la manifestation, il y a eu un second appel pour une « marche en extra-muros » pour détourner un maximum de monde de la manifestation en ville. C'est dans une ambiance apocalyptique, avec des rues désertes et des commerces fermés que deux rassemblements ont donc eu lieu : le premier au départ de la préfecture allant vers le pont d'Avignon, l'autre en intra-muros, avec les plus déterminés, où les flics avaient décidé de tout mettre en œuvre pour empêcher que la manifestation ait lieu. Un impressionnant dispositif barrait la rue et des fouilles avaient lieu un peu partout dans les alentours. On se retrouve à quelques centaines en ville, rapidement face aux barages. Des slogans fusent, certainEs se mettent à genoux, les mains sur la tête, pour reproduire la scène des

lycéenEs arrêtés à Mantes-la-Jolie. Alors que tout se déroulait dans le calme, au bout de 5 minutes charge sur le cortège, arrosé de lacrymos. L'ambiance se tend, ça arrose et surtout ça canarde de flashballs, encore plus que samedi dernier, et cette fois le but était clair : des tirs tendus pour faire mal et blesser. La situation s'inverse quand une bonne partie de la manif « extra-muros » décide de nous rejoindre. Plus de 2000 personnes déboulent sur la rue de la République en renfort et les CRS sont obligés de reculer. Vient alors la deuxième phase de l'offensive répressive : la mise en étau avec un groupe de CRS qui déboule du haut de la rue de la Ré pour prendre en étau les manifestantEs. Ça canarde et ça gaze tellement que beaucoup de personnes s'en vont par les rues adjacentes. On décide finalement de se replier et de partir en groupe pour éviter les interpellations qui pleuvaient un peu partout pour celles et ceux qui étaient isolés. Bref, la répression est encore montée d'un cran. Près de 200 CRS étaient sur Avignon, du jamais vu dans notre ville. Mais parmi celles et ceux qui étaient là, la détermination reste intacte, la répression ne leur fait plus peur et nous serons encore nombreuses et nombreux samedi prochain sur Avignon et dès aujourd'hui sur les actions de blocages.

## DANS LA LOIRE

**U**ne première constatation : le mouvement s'étend. À Saint-Étienne, environ 3 000 personnes ont défilé le 8 décembre, et la manif a dégénéré. À Roanne, 750 personnes, selon le journal local, ont bloqué le pont entre Roanne et Le Coteau. À Firminy, deux zones commerciales bloquées ou perturbées. À Saint-Chamond, blocage de l'A47 (Saint-Étienne-Lyon). Au péage de Montbrison et Montrond sur l'A72, les Gilets jaunes continuent l'occupation, c'est la 3<sup>e</sup> semaine. À Charlieu, 150 Gilets jaunes ont manifesté en ville. À Saint-Étienne, la zone commerciale de Monthieu a été occupée. Et d'autres petites villes où des manif ou des occupations de ronds-points ont eu lieu. Le samedi matin, à Saint-Étienne, entre 600 et 800 personnes se sont rassemblées devant la gare, à l'appel d'Alternatiba et d'un collectif d'organisations.

L'après-midi, la manifestation des Gilets jaunes a bien commencé. Pas mal de personnes dès 13h30 devant la préfecture. Discussion franche avec la police qui « protégeait » la préfecture. Les policiers engagés paraissent très jeunes. La manifestation a pris la direction de la Bourse du travail puis, devant un blocage par les flics, est revenue vers le centre ville. Jusqu'à la place du Peuple, pas de problème. La situation s'est compliquée quand la manifestation souhaite rejoindre la place de l'Hôtel-de-Ville, puis la place Jean-Jaurès où se trouve la préfecture. Premières grenades lacrymos, riposte d'une partie des manifestantEs. On se retrouve dans des petites rues où les gaz font le plein de leurs effets. Une voiture de la police municipale retournée et incendiée. Et là, c'est le grand jeu. Grenades assourdissantes, désencerclement, lacrymos, charges. Une personne aurait été touchée par un tir de flashball.

**L'EXTRÊME DROITE DANS LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES****TOULOUSE**

**J**ournée hors du commun à Toulouse. Il n'y avait pas d'appel Gilets jaunes à proprement parler car les gestionnaires des pages FB avaient peur de la répression. Ils ont envoyé comme consigne de rejoindre la Marche climat. Nos camarades de la CGT du CHU ont pris l'initiative d'organiser à 13h un rassemblement « Blouses blanches et Gilets jaunes tous ensemble » qui a regroupé 500 personnes, composé en grande majorité d'une partie du milieu militant (hospitalierEs, cheminotEs, UET, FI/PG, syndicalistes, Ensemble,...). Ce rassemblement a convergé à 14h avec la marche pour le climat qui était d'entrée composée d'une majorité de Gilets jaunes.

La manifestation s'est élancée sur le boulevard. Très vite, un petit groupe non identifié a tenté de la détourner pour aller dans une petite rue vers le centre. Mais la police les attendait et a pris ce prétexte pour canarder la manifestation (plusieurs blessés au flashball en plus des lacrymos) et la couper

en deux. Une partie de la manif est alors partie sur les boulevards dans l'autre sens.

À partir de là, les affrontements n'ont pas cessé à l'arrière de la manif et, après la dissolution de celle-ci, jusque tard tard dans la nuit. Des milliers de personnes ont participé aux affrontements (barricades, charges, mais aussi soutien en restant autour des émeutiers...)

À la dissolution de la manif, en même temps que les barricades se développaient sur la rive droite de la Garonne, une partie de la manifestation, dont le NPA, a fait le choix d'aller vers la rive gauche par le Pont neuf où nous sommes tombés sur la police. Mais à ce moment, le cortège qui était parti dans l'autre sens en début d'après-midi est arrivé derrière les flics. Sous la pression et en sous-effectif, ils nous ont laissés passer et nous avons marché à plusieurs milliers vers la Mairie. Il est dur d'évaluer combien de manifestantEs il y a eu sur la ville ce samedi. Très certainement entre 10 et 20 000. L'ambiance était incroyable et la police totalement débordée.

**BORDEAUX**

**À** Bordeaux, suite à un appel d'une AG étudiante, il avait été décidé d'un cortège samedi, avec un pré-rassemblement une heure avant pour converger ensuite vers le lieu de départ de la manif Gilets jaunes (14h). L'UL CGT Bordeaux Nord a appelé aux deux manifestations, en donnant les deux rendez-vous de 13h et 14h. Le conseil extraordinaire de Solidaires 33 a appelé à rejoindre le cortège jeunes de 13h. Nous avons démarré à au moins 500, surtout étudiantEs, quelques lycéenEs et quelques dizaines de militantEs Solidaires mais aussi des militantEs CGT.

La manifestation a d'abord été stoppée pendant un bon quart d'heure par un barrage de flics, qui se sont finalement écartés alors que la manif s'agenouillait les mains derrière la tête... À partir de là, notre manif n'a cessé de gonfler, avec pas mal de Gilets jaunes qui déambulaient, attirés par le cortège jeunes et de militantEs syndicaux, contents de rencontrer un cortège appelant à la grève générale dans ses slogans.

Le cortège des Gilets jaunes ayant eu l'info que les flics nous coïnciaient, a démarré plus tôt pour

venir à notre rencontre... ce qui nous a valu un accueil plus que chaleureux quand nos cortèges se sont rejoints.

À noter que malgré le nombre, l'improvisation du parcours, notre cortège a gardé sa cohésion tout au long dans la manif. Durant près de 3 heures nous avons parcouru les rues de Bordeaux (les flics protégeant la place de la Mairie) et, chose assez inattendue vu le contexte, ils ont laissé la manif réunissant plusieurs milliers de personnes passer dans la grande rue piétonne commerçante de Bordeaux, pleine de monde à cette heure-là... sans qu'il y ait la moindre anicroche ni devanture touchée avec des gens sur les côtés et aux fenêtres applaudissant... Au final, la manif a quand même fini par aller devant la mairie, protégée par une montagne de flics suréquipés. Le cortège étudiantEs et syndicalistes s'est dissout à cet endroit, au moment où ça commençait à canarder... La grande majorité des Gilets jaunes se sont également dispersés à ce moment... Les affrontements se sont ensuite amplifiés, avec une répression particulièrement violente et à nouveau des blessés, dont un homme qui a eu la main arrachée.

**ANGERS**

**E**nviron 700 GJ sur une première manif partie de la rocade le long de la Maine. Public hétéroclite, retraités, familles, et pas mal de jeunes. Peu de slogans dans le cortège si ce n'est « *Macron démission* ». Au niveau du château, le cortège se scinde en deux pour faire chier les flics qui encadraient le cortège, puis se rejoignent devant la gare. Concert de klaxons en soutien : voiture, bus de ligne et camions s'y mettent. Petit face à face gentil avec les flics devant la gare d'Angers Saint-Laud, quelques « *Laissez nous passer on veut aller à Paris* » qui font sourire les bleus. Un peu de huées puis des « *La police avec*

*nous* ». Signe que la tension n'est pas de mise dans cette ville : à aucun moment les flics n'étaient casqués.

Le cortège repart tranquillement par les voies du tram vers le marché de Noël du centre-ville. Jonction avec les quelque 300-400 personnes de la marche pour le climat sur la place du Ralliement où se trouve une banderole : « *La vraie catastrophe écologique c'est le capitalisme* ». Quelques slogans communs au milieu de gens qui font leurs courses sur le marché de Noël, mais pas de véritable convergence. Des encouragements à ne rien lâcher de la part de personnes dont on croise la route.

**GRENOBLE**

**M**anifestation des Gilets jaunes samedi matin. 1500 personnes environ au plus fort de la manif, qui avait été interdite par la préfecture. Au démarrage, un des « porte-parole » locaux (Julien Terrier) a été arrêté par les flics, et mis en garde à vue pour manif interdite (il a été relâché le soir). Impossible d'entrer dans le parc, lieu de départ de la manifestation, avec du matériel : pas de mégaphone ni de drapeaux, pas de sérum physiologique non plus... Ce sont les gardes mobiles et non pas les CRS qui étaient en action. Le NPA était la seule force structurée

(chaînes de manifestantEs, slogans, autocollants). Les Gilets jaunes, de leur côté, ont assuré un service d'ordre, notamment pour empêcher les casseurs. Solidaires Isère appelait à la manifestation, et des militantEs CGT étaient également présents, avec de grosses tensions en interne, une volonté exprimée d'être partie prenante du mouvement des Gilets jaunes mais des blocages au niveau de la direction de l'Union départementale. Globalement, la manifestation a eu lieu sans problème jusqu'à ce qu'elle aille devant le commissariat réclamer la libération des gardés à vue : gazage, etc.

**MONTPELLIER**

**D'**un côté, au Peyrou, se rassemblaient les Gilets jaunes, du moins celles et ceux qui avaient quitté les ronds-points. À 13h, il n'y avait pas grand monde... inquiétude! Mais à 14h30, quand on est descendus vers la Comédie, on était bien 2000! En attendant que la marche pour le climat arrive, petit tour par les boulevards et la gare. Parce que la volonté de voir les deux mobilisations converger était bien là. Pendant ce temps, place de l'Europe, la marche pour le climat se rassemblait. 3500 à 4000 personnes. Qui ont fini par rejoindre les Gilets jaunes sur la Comédie,

noire de monde, du coup. Pendant qu'une grosse partie de la marche poursuivait vers la place Albert 1<sup>er</sup>, le reste montait avec les Gilets jaunes vers la préfecture. Là, une bonne heure de face à face avec les flics, puis dispersion après les premières grenades lacrymogènes.

Bien que compliquée et imparfaite, cette première convergence ouvre la voie vers une mobilisation plus générale d'autant plus nécessaire que les fausses reculades de Macron indiquent clairement que le mouvement commence à porter ses fruits, à inquiéter un pouvoir qui risque de se raidir dans une fuite en avant dans la répression.

**POITIERS**

**S**amedi matin à Poitiers, plusieurs centaines de Gilets jaunes s'étaient donné rendez-vous au rond-point Auchan Sud. Depuis le 17 novembre, ils et elles sont tous les jours sur le rond-point pour porter des revendications sociales : retrait des taxes, augmentation des revenus, retour de l'ISF. Deux autres lieux rassemblent des Gilets jaunes : à Mignaloux (plutôt des salariéEs) et au Grand Large. Chaque week-end, le samedi plus précisément, une manifestation est organisée de Auchan jusqu'au centre-ville. Celle du 8 décembre a rassemblé plus largement, en nombre, mais aussi sociologiquement. En effet, outre les traditionnels Gilets jaunes, nous pouvions compter sur une présence significative de syndicalistes, en particulier de Solidaires, mais aussi sur des militantEs de Lutte ouvrière, des anarchistes et des libertaires, et sur ceux du NPA. L'ambiance de la manifestation est plutôt calme, avec peu de slogans. Les quelques-uns qui

fleurissent vont du retrait des taxes à la démission de Macron, en passant par le retour de l'ISF et l'augmentation des revenus (essentiellement des salaires). Quelques *Marseillaises* retentissent de temps à autre, et quelques drapeaux bleu-blanc-rouge.

L'après-midi, une manifestation pour la justice climatique était organisée. Plus d'un millier de personnes étaient présentes. Dont quelques Gilets jaunes. Une manifestation avec beaucoup de slogans. Ce qui est intéressant à noter est le climat social global : plus de personnes dans les manifestations, les lycéenEs qui s'y mettent, les volontés de jonction (les Gilets jaunes avaient décidé de rallier la manifestation climat).

Notons enfin que la répression était elle aussi présente. Si à Paris des centaines de personnes ont été interpellées, gazées, frappées, nassées... à Poitiers aussi des gazages ont eu lieu, en fin d'après-midi, sur les Gilets jaunes vers Auchan Sud.

**QU'ILS VIENNENT NOUS CHERCHER!****LYON**

**M**ême si on se doutait qu'il se passerait quelque chose à Lyon ce week-end, on était assez loin d'imaginer que nous serions près de 5000 dans les rues, vu les quelques 500 manifestantEs le week-end dernier. Après une grosse marche climat (10000 annoncéEs) avec un nombre notable de Gilets jaunes dans et devant la manif, une partie du cortège a voulu aller au lieu de départ de la manifestation des Gilets jaunes, place Bellecour, mais a été repoussé, à coups de lacrymos, par les flics qui bloquaient. À 13h30, la manif Gilets jaunes est partie de Bellecour avec beaucoup de monde, une petite centaine d'étudiantEs, quelques lycéenEs, notamment des quartiers populaires, pas mal de monde de la marche climat, beaucoup du milieu militant habituel mais non siglé. 4000 ou 5000 personnes ont défilé en suivant un parcours visible dans le centre avec une très faible présence policière. Beaucoup de « *Macron démission* », et aussi quelques slogans lancés par les milieux militants repris par les Gilets jaunes.

En fin de parcours, à l'approche du pont qui donne accès à la place Bellecour, beaucoup de flics bloquent complètement le passage pour empêcher de retourner sur la place, où se tient le soir même, dès 19h, la fête des Lumières. Sans sommation et alors qu'il ne s'était rien passé, les flics gazent et le cortège se

disloque en deux. Une partie reste bloquée et une autre fait demi-tour, direction place Bellecour par un autre chemin.

On va enchaîner les charges et lancers de lacrymos pour nous dégager, mais les manifestantEs reprennent place à chaque fois, et c'est toute la foule présente qui prend aussi. Des groupes de Gilets jaunes se retrouvent en manif sauvage dans différentes rues adjacentes.

Pas mal de Gilets jaunes et de lycéenEs (environ 300) restent sur la place, alors que le gros des manifestantEs est reparti suite aux premières violences policières. La répression pour faire place nette à Bellecour, où pourtant n'ont lieu aucune dégradation, si ce n'est quelques ballons lumineux dégonflés, est hors norme : au milieu des touristes qui continuent d'affluer alors que la nuit tombe, les CRS envoient un nombre grandissant de grenades lacrymogènes et assourdissantes, avec plusieurs charges. Pendant deux heures, la place se vide et se re-remplit des manifestantEs, avec des touristes hébétés par ce déchaînement de la part de la police. Les tirs de lacrymos ont été jusqu'à atteindre la place du Printemps et les rues adjacentes, provoquant mouvements de foule et de panique, au prétexte d'une menace pour la fête des Lumières qui semblait inexistante tant le nombre de jeunes et de Gilets jaunes était faible en comparaison du dispositif policier.

## LA POSTE Une baffa de plus pour la direction !

La direction nationale de La Poste avait fait le choix de laisser pourrir la grève jusqu'en décembre, en espérant que les élections professionnelles seraient un revers pour Sud Poste 92, et donc indirectement pour la grève. C'est exactement l'inverse qui s'est passé.

**S**ud Poste a remporté une majorité absolue aux élections professionnelles, avec 51,86 % des suffrages au courrier. Avec un taux de participation en hausse à 86,79 %, ce résultat constitue une nouvelle défaite pour la direction de La Poste.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

### Large légitimité auprès des collègues

Ce que montrent ces chiffres, c'est que l'équipe combative et lutte de classe de Sud Poste 92 bénéficie d'une large légitimité auprès des collègues. C'est le fruit d'un travail militant, volontariste, refusant de céder devant les pressions de la boîte, imposant les prises de parole dans les centres. Ces résultats sont également un message fort envoyé à la direction. Les postiers et postières du 92 en sont maintenant à 9 mois de grève. Alors que la direction espérait que la grève s'effrite et que les reprises se multiplient, non seulement cela ne s'est pas produit, mais les grévistes ont tissé des liens avec d'autres départements : dans le 75, dans le 93, dans le 94... La direction doit maintenant prendre acte de ce soutien à la grève, et ouvrir de réelles négociations avec les grévistes et satisfaire leurs revendications !

Dans la situation sociale actuelle, avec le mouvement des Gilets jaunes et la grève lycéenne qui s'étend de jour en jour, les postiers et postières du 92, qui incarnent avec leur grève la combativité qui existe dans le monde du travail, sont conscients du rôle qu'ils et elles peuvent jouer. C'est pourquoi ils et elles ont été, avec d'autres, à l'initiative de l'AG interprofessionnelle-interluttés qui s'est réunie le 4 décembre à la Bourse du travail de Paris. Une AG qui s'est à nouveau réunie le mardi 11 décembre, pour discuter concrètement de comment étendre maintenant la grève dans les entreprises, les lieux de travail, sur les lycées, sur les facs.

Correspondant

## FORD BLANQUEFORT Le dénouement est proche, la résistance jusqu'au bout

Nous vivons un compte à rebours terrible, en ayant l'impression que nous assistons, jour après jour, à la chronique d'une fermeture annoncée. Mais nous mènerons la bataille jusqu'au bout.

**C**lairement, nous sommes très mal barrés. Si on se laissait aller, on verserait facilement dans la démolition et le pessimisme. Nous sommes conscients de cumuler les difficultés, avec des salariéEs résignés, des pouvoirs publics impuissants ou quasiment absents, ou encore une médiatisation étonnante faible comme si une usine qui ferme, ce n'était pas si grave que ça. Mais même au pied du mur, il n'est pas question de lâcher prise. Même minoritaires, nous avons assez de hargne pour tenter de sauver cette usine et nos emplois. Nous sommes assez déterminés pour faire du bruit, suffisamment en tout cas pour faire entendre notre colère, notre refus de subir sans réagir.

### Réaliser l'exploit d'empêcher la fermeture

Nous trouvons aussi la force d'agir parce qu'une fermeture d'usine c'est inacceptable, c'est scandaleux : Ford fait d'énormes bénéfices et a perçu d'importantes subventions publiques. C'est anormal de pouvoir liquider ainsi des centaines d'emplois directs et des milliers d'emplois induits sans avoir de comptes à rendre à la collectivité. Et c'est tout aussi anormal que l'État laisse les choses aller ainsi. Une forme de non-assistance à personnes en danger. Car le chômage et la précarité, ce sont des dangers, des dangers mortels. Mais alors où allons-nous ? L'histoire de la lutte chez Ford sera-t-elle celle d'une nouvelle défaite, après les luttes des « Conti », des « Goodyear », des « Metal-Temple » ? C'est possible, mais ce n'est pas encore



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

perdu. Et en vrai, tout est possible, nous pouvons tout aussi bien créer une surprise et réaliser l'exploit d'empêcher la fermeture. Un peu comme nous l'avons déjà réussi en 2008 car, il ne faut pas oublier, Ford a déjà voulu partir et se débarrasser de son usine. Nous nous étions alors fortement mobilisés et avions contrecarré son projet.

### À quelques jours du verdict

Bon c'est vrai, pour cette fois, cela paraît beaucoup plus compliqué. La fin du PSE (procédure de fermeture d'usine) c'est dans quelques jours, le 18 décembre. C'est à cette date, au plus tard, que Ford doit répondre sur sa décision de céder ou pas son usine au candidat repreneur. Nous sommes à quelques jours, et rien ne semble avoir changé dans l'intention de la multinationale. Elle veut fermer le site une bonne fois pour toutes. Quoi de surprenant, c'est si simple de le faire. Aucune loi ne l'en empêche, le patron propriétaire fait ce qu'il veut de son usine, la loi Florange ne change rien à l'affaire, si Ford ne veut pas vendre, il peut refuser. De son côté, l'État affiche son impuissance, certes il discute

avec les dirigeants européens et étatsuniens de la multinationale, mais sans convaincre.

Et pour compliquer un peu plus cette situation, si c'est possible, le repreneur potentiel veut améliorer ses marges aux dépens de nos salaires (gel, modulation du temps de travail et quelques RTT en moins). Le cynisme de Ford fait des émules. Il est facile d'imaginer les « négociations » actuelles entre syndicats et repreneurs, mélange de chantages et de pressions. Nous sommes ainsi pris en tenaille entre un repreneur sans scrupule et un État sans autorité, qui limite son rôle à un arbitrage entre les 3 parties alors qu'il faudrait imposer la défense des intérêts collectifs.

### Nous défendons nos vies

De son côté, Ford déroule sa procédure de fermeture d'usine et de suppressions d'emplois assez tranquillement. Certes on perturbe quand même le calendrier, on réussit à repousser les limites, mais jusqu'à quand et pour quel résultat ? On verra bien le temps venu. Mais tout ce que nous faisons ne sert pas à rien. Nous défendons nos vies, nous bataillons par les manifestations, par des actions diverses comme encore samedi dernier devant l'usine mais aussi dans les réunions à Bercy (ministère de l'Économie) ou à la préfecture de Bordeaux.

L'heure du dénouement approche. Et logiquement la tension monte, notamment au sein de l'équipe

syndicale CGT, celle qui mène la lutte sans relâche. Dans un rapport de forces défavorable, face aux exigences du repreneur, face à un État qui nous explique avec regret que nous n'avons pas vraiment le choix, il nous faut manœuvrer dans une « négociation » piégée. Doit-on accepter les reculs sociaux, et si oui jusqu'où, pour sauver nos emplois ? L'équipe militante est partagée, se dispute et se partage en deux sur une décision à prendre.

Nous sommes à la veille d'une assemblée générale avec les collègues pour expliquer où nous en sommes, pour détailler le résultat des discussions avec le repreneur et l'État, enfin pour décider si, oui ou non, nous allons vers un accord avec le repreneur, comprenant quelques garanties mais aussi des reculs sociaux qui sont injustifiables en réalité. Et tout ça, dans un second temps, pour un hypothétique accord de Ford pour la reprise.

C'est compliqué, c'est tordu, entre manœuvres et tractations opaques, mais c'est comme ça que ça se passe pour fixer le sort d'une usine. Ce n'est pas mieux du côté de l'usine ex-Nestlé dans l'Oise ou de celle d'Ascoval dans le Nord. Autant de situations similaires, en même temps, qui mériteraient qu'on réagisse ensemble, solidairement, pour défendre les emplois de toutes et tous, dans la convergence. Cela reste un objectif nécessaire et urgent pour changer la donne.

Philippe Poutou

## ÉCOLOGIE Dimanche sans chasse

Cet automne, 76 associations et fondations (la plupart des associations de protection de la nature et de protection animale) ont signé un manifeste « contre les excès et provocations de la chasse ».

**D**ans ce document, elles mettent en avant neuf propositions dont « le retrait des espèces en mauvais état de conservation des listes chassables, la fin de la chasse à courre, l'abandon du projet de réouverture des chasses présidentielles, l'obtention du dimanche sans chasse ».

### Proposition de loi

C'est ce dernier point qui fait l'objet d'une proposition de loi déposée le 21 novembre de cette année par des députés de La France insoumise. Ces députés, dans leur proposition de loi, notent ainsi



DR

les nombreux accidents mortels induits par la chasse le dimanche, jour où les citoyenEs se promènent le

plus dans la nature, le fait que la France soit le seul pays d'Europe qui ne compte pas de jours où la chasse

est interdite, qu'une pétition associative a recueilli 200 000 signatures sur cette demande et que dans un récent sondage, 79 % des personnes interrogées soutiennent une telle mesure. La proposition des députés est d'interdire la chasse le dimanche, pendant les vacances scolaires et les jours fériés. Une association, le Rassemblement pour l'abolition de la chasse (RAC) propose aux citoyens d'écrire en ce sens à leur député pour leur demander de soutenir cette proposition de loi : <http://france-sans-chasse.org>.

Frédéric Malvaud (ornithologue et naturaliste)

## FISCALITÉ

### Oui, il faut abolir la CSG !

L'abolition des « taxes », ces impôts injustes qui pèsent avant tout sur les classes populaires, est l'une des principales revendications du mouvement des Gilets jaunes. Avec la suppression des taxes sur les produits pétroliers, l'abrogation de la hausse de CSG pour les retraités est l'une de leurs premières revendications.

**L**es pensions sont bloquées depuis 2014. Début 2018, la hausse de CSG (contribution sociale généralisée) de 1,7 point (pour les 60 % au dessus de 1200 euros) a eu pour effet une baisse significative des revenus des retraités. Elle explique leur présence nombreuse et militante sur les ronds-points et dans les manifestations des Gilets jaunes. Dans une enquête du journal *le Monde* sur le consentement à l'impôt, la CSG

apparaît en avant-dernière position, juste avant la taxe sur les revenus pétroliers, parmi les taxes les moins justifiées. 37 % des sondés seulement l'approuvent.

### Qu'est ce que la CSG ?

Créée par le gouvernement Rocard (PS) en 1990 la CSG est une taxe « préaffectée » : elle sert exclusivement au financement de la Sécurité sociale. Son montant s'élevait en 2017 à 99 milliards d'euros, soit nettement

## ÉLECTIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

# Stabilité et beaucoup de commentaires

**D**u 29 novembre au 6 décembre 2018, les élections professionnelles se sont déroulées pour la deuxième fois simultanément dans les trois versants de la fonction publique (État, territoriale et hospitalière), ainsi qu'auprès des fonctionnaires de La Poste, d'Orange et des agents publics d'autres organismes, permettant de déterminer la représentativité syndicale au niveau national. La CGT reste première dans la fonction publique dans son ensemble (État, hospitalière, territoriale) avec 21,8% des suffrages, suivie par la CFDT (19%) et Force ouvrière (18,1%).

### Participation en baisse

Pour la représentativité, sont pris en compte les résultats de 7 021 comités techniques au sein desquels sont représentés l'ensemble des agents publics, soit 5,1 millions d'électeurs. 2,5 millions d'agents publics ont participé au vote, soit un taux de participation pour l'ensemble de la FP de 49,9%, en recul de 3,1%. En raison de ce recul, les organisations baissent en voix : la CGT en a perdu 78 500 soit 1,3 point par rapport à 2014 et la CFDT 47 620 soit 0,3 point. La participation a été plus élevée dans la fonction publique territoriale (51,9%, 50,2% en 2014) que dans la fonction publique d'État (50,9%, 54,9% en 2014) et plus faible dans la fonction publique

*Comme cela était prévisible, la CFDT devient le «premier» syndicat français dans l'ensemble public-privé. C'est ce non-événement que les médias vont relayer dans la foulée de la publication des résultats des votes aux élections professionnelles dans la Fonction publique.*



DR

hospitalière (44,7%, 50,2% en 2014). Les plus faibles participations sont dans l'Éducation nationale avec 42,6% de votants et l'Enseignement supérieur avec 30,7%, qui représentent au total 50% de la FP d'État et 38% de l'ensemble de la FP.

### Premier état des lieux dans les ministères

Dans l'Éducation nationale (1 300 000 inscrits), stabilité avec la FSU à 34,91%, l'UNSA à 21,6% et FO à 13,66%. À l'Intérieur (186 000 inscrits), FO reste en

tête, en progression avec 34,40%, contre 31,99% en 2014, devant la CFE-CGC, en baisse à 31,84%. Du côté Économie et finances (142 000 inscrits), Solidaires conserve sa première place avec 29,98% des suffrages, suivie par la CGT avec 24,04%. Dans les autres ministères, stabilité sauf à la Transition écologique et solidaire-Cohésion des territoires (64 500 inscrits) où avec 24,47% des voix la CGT ravit la première place à Force ouvrière à 22,65% et dans les Armées (65 240 inscrits) où le classement est

bousculé avec la CFDT en tête avec 27,33% des voix (contre 20,77% en 2014) à la place de FO qui recule à 26,06%.

### Questions aux syndicats

Dans l'attente des résultats complets et détaillés, ce qui domine, c'est la grande stabilité des rapports de forces. FO n'est pas fortement pénalisée par ses «affaires». Le positionnement dans la mobilisations des Gilets jaunes semble également n'avoir qu'un faible impact. Si la généralisation du vote électronique a pesé sur la participation, il est certain que les prises de distance vis-à-vis d'un syndicalisme perçu comme «perdant» sont confortées, à l'image de ce qu'exprime la mobilisation des Gilets jaunes. En matière de dialogue social, les salariés préfèrent l'«original» c'est-à-dire la CFDT, aux copies, souvent contradictoires (CGT, FO) entre des «bases» qui peuvent être perçues comme combattives et des «sommets» englués dans ce dialogue. De quoi alimenter le débat du prochain congrès de la CGT, dans la foulée d'une mobilisation par rapport à laquelle les syndicats ont bien du mal à se positionner.

Robert Pelletier



DR

## LE BLANC (36)

### Une marche à travers le pays pour défendre la maternité

*Le collectif CPasDemainLaVeille, qui se bat depuis juin pour la réouverture de la maternité du Blanc, a entrepris une marche depuis le 1<sup>er</sup> décembre pour arriver le 16 à l'Élysée.*

«C'est pas fini, tous à Paris» est devenu le nouveau slogan du collectif. Le collectif a entrepris une marche depuis Le Blanc pour arriver le

16 décembre à l'Élysée. Même si nous sommes conscients que le président a d'autres choses de plus préoccupantes en ce moment que la fermeture de notre maternité, nous refusons de nous faire oublier et comptons bien faire entendre notre voix à travers le pays.

C'est pourquoi la marche en cours est l'occasion de rencontrer des populations qui subissent comme nous la disparition des services publics et la désertification médicale.

C'est l'occasion aussi de recevoir des soutiens et de donner de la force à celles et ceux qui souhaitent relever la tête par chez eux.

### Deux semaines de marche

Même si cette marche n'a rien de concluant pour le moment, cette mobilisation, et sa médiatisation, montrent une nouvelle fois l'extrême détermination des habitants. Le premier jour, ce sont plus de 200 personnes qui se sont réunies devant notre «Maison amicale» pour entamer la première étape de la marche, dont notamment des Gilets jaunes locaux.

Parfois accueillis chez l'habitant, parfois par les mairies, les marcheurs et marcheuses arpentent la campagne et organisent de belles soirées musicales ou culturelles joignant l'utile à l'agréable. Une organisation remarquable a été mise en place pour les deux semaines de trajet : voiture médicale, covoiturages pour rejoindre les marcheurs et marcheuses sur une ou plusieurs étapes, programmation au fur et à mesure des groupes de musique, des accueils du soir et des lieux de rencontres...

Difficile de savoir ce que cette marche pourra provoquer comme électrochoc auprès des autorités, mais nous avons rencontré le nouveau préfet quelques jours après le départ. Une rencontre pour rien car, mise à part sa volonté affichée de montrer qu'il est pour le dialogue, il ne souhaite pas pour autant contredire le discours de l'Agence régionale de santé (ARS) et de la ministre.

En sera-t-il autrement avec Mme Bouygard, directrice de l'ARS Centre-Val-de-Loire ? À notre surprise, nous sommes en effet enfin invités à la rencontrer vendredi 14 décembre. Une première rencontre depuis juin !

Les appels incessants à l'ARS pour avoir un rendez-vous et la multiplication des actions ont certainement eu raison de son silence. Affaire à suivre...

Antoine Godon (NPA 36)

## «MUR DES CONS» Magistrats sous surveillance

*Malgré l'encombrement des tribunaux, conséquence, notamment, des centaines d'arrestations dans le cadre de la mobilisation des Gilets jaunes, l'appareil judiciaire a réussi à dégager quatre journées d'audience pour l'affaire du «Mur des cons» du Syndicat de la magistrature (SM) dont l'ancienne présidente Françoise Martres est poursuivie pour «injures publiques».*

**T**out a commencé en avril 2013 avec la publication par le site Atlantico d'images du «Mur des cons», tournées clandestinement par un journaliste de France 3 dans les locaux du syndicat.

### Offensive contre le syndicalisme des magistrats

Quelques-uns des «affichés» se sont d'ailleurs présentés au tribunal : Dieudonné, Robert Ménard, Wallerand de Saint-Just (RN), Guy



DR

Geoffroy (LR), et le général en retraite Philippe Schmitt. D'autres illustres «affichés» ne se sont pas

déplacés, tels Patrick Balkany, Nadine Morano et Éric Woerth (LR) ou Philippe de Villiers.

Comme le parquet tout au long de l'instruction, le procureur a considéré qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre la prévenue au motif que le local syndical dans lequel était affiché le fameux panneau n'était pas un «lieu public». En fait, ce procès fut plutôt l'occasion pour ces représentants de droite d'une énième offensive contre le syndicalisme des magistrats. À

laquelle le SM a répondu par le rappel d'une histoire dans laquelle les juges classés «à gauche» ont dû, à de nombreuses reprises, affronter les dénonciations violentes, dont celles d'un Sarkozy lui-même auteur du sinistre «Casse toi pauvre».

Le procès du «Mur des cons» s'est achevé, vendredi 7 décembre, par des réquisitions de relaxe, et le jugement mis en délibéré pour le 31 janvier.

Robert Pelletier

plus que l'impôt sur le revenu (74 milliards d'euros la même année), et constituait les deux tiers des impôts et taxes affectés à la protection sociale. Avec les mesures Macron-Philippe, elle devrait atteindre les 120 milliards en 2018. La CSG grève lourdement le budget des salariés, des chômeurs et des retraités. Son taux (à l'origine de 1,1%) est désormais le suivant :

Salaires et primes	9,2%
Pensions de retraite	8,3% (3,8 pour les pensions inférieures à 1200€)
Allocations de préretraite et allocations chômage	9,2 (et 6,2)
Revenus de placements (dividendes + plus-values immobilières)	9,9
Certains revenus des jeux	9,9

C'est donc, pour une grande partie des classes populaires, plus de 8% à 9% de leurs revenus «bruts» qui disparaissent dans le financement de cette taxe, alors que les salaires augmentent très peu et que les pensions sont bloquées. La CSG est, de plus, un impôt injuste : proportionnelle aux revenus, elle pèse de la même façon sur chacun, qu'il soit riche ou pauvre.

### «Baisser le coût du travail»

Selon ses défenseurs, la CSG serait «juste» car elle mettrait «tous les revenus» à contribution. Cette présentation est un écran de fumée mensonger. En réalité la CSG est financée à plus de 80% par les salariés, les retraités et les chômeurs. La contribution des revenus du capital est marginale. Mais là n'est pas l'essentiel. Le but de la CSG, ouvertement assumé par ses défenseurs, est de «baisser le coût du travail», en diminuant voire en supprimant les cotisations sociales (payées par les employeurs) et en lui substituant un impôt essentiellement payé par les salariés (actifs ou retraités). Le gouvernement Macron-Philippe poursuit le basculement opéré par ses prédécesseurs. Augmentant de 20 milliards la CSG, il vient «en même temps» de faire voter dans la loi de financement de la

Sécurité sociale la transformation des 20 milliards du CICE (cadeau fiscal de Hollande aux patrons) en 20 milliards d'exonération définitive de cotisations sociales pour les employeurs. Démonstration parfaite de la politique de «Robin des bois à l'envers» de Macron et de son gouvernement : 20 milliards sont ponctionnés sur les plus pauvres pour être redistribués aux plus riches...

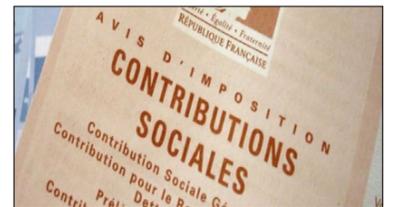
### Abolition de la CSG, 100% cotisations sociales, 100% sécu !

Ce transfert, vers les salariés, du financement de la protection sociale, s'accompagne de coupes dans les budgets de celle-ci, réduisant les revenus des retraités, durcissant les conditions d'indemnisation du chômage, étranglant les hôpitaux, diminuant les remboursements des soins par l'assurance maladie, et aboutissant à l'augmentation des tarifs des mutuelles

pour accéder aux soins, augmentation qui vient s'ajouter aux «dépenses contraintes» des salariés.

Il est donc parfaitement légitime d'exiger la suppression complète de la CSG, en précisant qu'elle doit s'accompagner de son remplacement intégral par des cotisations «patronales» ou «employeur», de la suppression des assurances complémentaires (mutuelles...) et du remboursement intégral des soins, sans avance de fonds par la Sécurité sociale.

Jean-Claude Delavigne



DR

**l'Anticapitaliste**

Pour découvrir  
notre presse, profitez de  
notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS  
D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau  
de notre revue mensuelle

**S'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**FRANCE ET DOM-TOM**

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

**ÉTRANGER**

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**S'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
		Hebdo	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....

**Désignation du compte à débiter**

IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

# Le NPA dans les mobilisations du 8 décembre à Paris

À Paris, le NPA a rejoint le rendez-vous donné à 10 heures à Saint-Lazare par le Comité Vérité et Justice pour Adama et les cheminotEs de l'Intergare, ainsi qu'une série d'autres collectifs, notamment de la mouvance antifasciste. Il y avait aussi des militantEs de Solidaires, des grévistes de la Gare de l'Est et d'autres cheminotEs à l'appel de Sud Rail. Plus quelques personnalités (Clémentine Autain, Éric Coquerel, Alexis Corbières...). Les camarades du NPA ont animé différents cortèges (étudiantEs, cheminotEs), et nous étions également un certain nombre regroupés, en cortège derrière une banderole.

La manifestation, ouverte par l'Intergare et le collectif Adama, qui s'était fixé pour objectif de converger vers les Champs-Élysées, s'est engagée dans les seules voies laissées ouvertes par les flics, qui avaient installé des barrages empêchant tout passage vers l'ouest de Paris, et qui nous ont menés dans un dédale de petites rues. Nous avons tourné, pendant un certain temps, dans ces petites rues : l'objectif des flics étant de nous amener vers l'est alors qu'évidemment nous voulions aller vers l'ouest.

Nous avons finalement pu nous engager sur le boulevard Haussmann vers l'est, le cortège structuré du NPA se retrouvant en tête après un nouveau demi-tour. Nous avons alors attendu d'être rejoints par le Comité Adama et l'Intergare pour décider ensemble de faire une nouvelle tentative vers l'ouest, afin de signifier notre refus de nous plier aux injonctions des flics. La manifestation s'est mise en mouvement, avec de belles premières lignes, mais les forces de répression ont décidé que ce beau cortège



NPA/MB

n'avancerait définitivement pas : deux canons à eau se sont mis « en marche » pour nous arroser, avec de surcroît un gazage intensif pour nous arrêter et nous faire faire demi-tour. Ce que nous avons été contraints de faire, non sans avoir affirmé notre détermination.

Après un arrêt pour obliger les flics à laisser passer un petit cortège de la CGT (appelé à Hôtel-de-Ville à 13h), qui a donné lieu à un nouveau contact et un nouveau

gazage, nous avons atteint Bastille vers 15h. Ce cortège a regroupé de manière variable plusieurs milliers de personnes, attirant également des Gilets jaunes qui circulaient et qui s'étaient regroupés dans l'est de Paris, assez loin des Champs-Élysées (après avoir souvent tenté d'y accéder). Une partie significative des présentEs à Bastille a ensuite convergé vers République, lieu d'arrivée de la marche climat qui a, de son côté, réuni aux alentours

de 20 000 personnes, et dans laquelle le NPA a également assuré une apparition. Les camarades présentEs à la marche climat ont notamment distribué le 4 pages élaboré par la Commission nationale écologie, recevant un excellent accueil dans la manifestation. Une façon d'affirmer, entre autres, que revendications sociales et revendications écologiques ne s'opposent pas, bien au contraire.

**CorrespondantEs**

**L'image de la semaine****Souscription du NPA**

## Des moyens financiers pour construire les luttes et faire vivre des idées

Cela peut sembler décalé de demander une contribution financière en ces temps de mobilisation. Mais, il faut se rendre à l'évidence, l'argent reste le nerf de la guerre, particulièrement pendant les périodes de fortes confrontations de classe.

Spontanément, nos préoccupations sont ailleurs : organiser des assemblées générales, des appels à la grève, s'investir dans les collectifs de Gilets jaunes, bloquer un péage, écrire des tracts... Sans parler du fait que, quand on se bat pour des augmentations de salaires, on a parfois l'impression qu'il serait honteux de chercher un million d'euros. Et pourtant...

Pourtant, c'est particulièrement dans des situations comme celle que l'on vit que l'on voit l'utilité d'un parti. Mettre des militantEs en lien les unEs avec les autres pour organiser une manifestation, une coordination, des débats. Faire vivre un journal et un site internet pour faire circuler les informations et les analyses au plus vite et au plus près de la lutte. Voilà ce dont nous avons besoin pour ne pas être soumisEs à TF1 ou BFMTV et décoder le discours de ceux qui nous dirigent. Imprimer des tracts, préparer des banderoles, coller des affiches, tout cela est indispensable à la construction d'une mobilisation, et tout cela a un coût. Sans parler du fait que, bien souvent, tel ou tel

comité de mobilisation fait appel à nous pour imprimer du matériel pour aider à construire...

**Pouvoir dire ce que nous pensons en toutes circonstances**

On voit, avec les interventions télévisées de nos porte-parole, aussi étonnant que ce soit, que le NPA est la seule organisation à défendre dans la mobilisation actuelle la nécessité de la grève générale pour dégager Macron. Parce que le NPA s'investit à la fois dans la lutte des Gilets jaunes, dans les combats syndicaux, les combats pour le climat, en y portant une orientation combative, là où d'autres organisations se contentent de se fondre dans la lutte ou de préparer le terrain pour les élections.

Cette orientation originale, exceptionnelle à gauche, nous voulons par ailleurs pouvoir la défendre dans les élections. Pas parce que celles-ci seraient un débouché aux luttes mais parce que nous voulons être en capacité de dire ce que nous pensons en toutes circonstances : dans les luttes, là où nous nous sentons le mieux parce que nous pouvons faire la démonstration

concrète de ce que nous voulons, et dans les élections pour permettre aux électeurEs de voter pour une orientation de rupture anticapitaliste et internationaliste avec l'Europe forteresse.

En effet, après la séquence de mobilisation que nous vivons actuellement, il y a une alternative : soit nous aurons perdu, les forces réactionnaires en profiteront et il faudra résister à une nouvelle dégradation du climat politique, soit nous aurons gagné et il faudra contribuer à donner une correspondance politique à la radicalité qui se sera exprimée dans la lutte. Et, de ce point de vue, les élections, même si elles ne sont pas pour nous un objectif en elles-mêmes, permettent de formaliser une politique et un attachement à celle-ci.

Pour y arriver, nous devons trouver plus d'un million d'euros. C'est possible, mais à la condition justement de s'appuyer sur l'écho dont nous disposons actuellement pour montrer que, si on trouve des idées utiles, il faut leur donner les moyens financiers d'exister.

<https://npa2009.org/souscription>

**Intervention**

# Édouard Louis à propos des Gilets Jaunes

Nous publions, avec son aimable autorisation, un texte de l'écrivain Édouard Louis au sujet du mouvement des Gilets jaunes.



**Perception différentielle de la violence**

Tout de suite, dès la naissance de ce mouvement, nous avons vu dans les médias des « experts » et des « politiques » diminuer, condamner, se moquer des gilets jaunes et de la révolte qu'ils incarnent. Je voyais défiler sur les réseaux sociaux les mots « barbares », « abrutis », « ploucs », « irresponsables ». Les médias parlaient de la « grogne » des gilets jaunes : les classes populaires ne se révoltent pas, non, elles grognent, comme des bêtes. J'entendais parler de la « violence de ce mouvement » quand une voiture était brûlée ou une vitrine cassée, une statue dégradée. Phénomène habituel de perception différentielle de la violence : une grande partie du monde politique et médiatique voudrait nous faire croire que la violence, ce n'est pas les milliers de vies détruites et réduites à la misère par la politique, mais quelques voitures brûlées. Il faut vraiment n'avoir jamais connu la misère pour pouvoir penser qu'un tag sur un monument historique est plus grave que l'impossibilité de se soigner, de vivre, de se nourrir ou de nourrir sa famille.

**Classe-objet**

Les gilets jaunes parlent de faim, de précarité, de vie et de mort.

Les « politiques » et une partie des journalistes répondent : « Des symboles de notre République ont été dégradés ». Mais de quoi parlent ces gens ? Comment osent-ils ? D'où viennent-ils ? Les médias parlent aussi du racisme et de l'homophobie chez les gilets jaunes. De qui se moquent-ils ? Je ne veux pas parler de mes livres, mais il est intéressant de noter que chaque fois que j'ai publié un roman, j'ai été accusé de stigmatiser la France pauvre et rurale justement parce que j'évoquais l'homophobie et le racisme présents dans le village de mon enfance. Des journalistes qui n'avaient jamais rien fait pour les classes populaires s'indignaient et se mettaient tout à coup à jouer les défenseurs des classes populaires. Pour les dominants, les classes populaires représentent la classe-objet par excellence, pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu ; objet manipulable du discours : de bons pauvres authentiques un jour, des racistes et des homophobes le lendemain. Dans les deux cas, la volonté sous-jacente est la même : empêcher l'émergence d'une parole des classes populaires, sur les classes populaires. Tant pis s'il faut se contredire du jour au lendemain, pourvu qu'ils se taisent.

Édouard Louis

Depuis quelques jours j'essaie d'écrire un texte sur et pour les gilets jaunes, mais je n'y arrive pas. Quelque chose dans l'extrême violence et le mépris de classe qui s'abattent sur ce mouvement me paralyse, parce que, d'une certaine façon, je me sens personnellement visé.

**« Chaque personne qui insultait un gilet jaune insultait mon père »**

J'ai du mal à décrire le choc que j'ai ressenti quand j'ai vu apparaître les premières images des gilets jaunes. Je voyais sur les photos qui accompagnaient les articles des corps qui n'apparaissent presque jamais dans l'espace public et médiatique, des corps souffrants, ravagés par le travail, par la fatigue, par la faim, par l'humiliation permanente des dominants à l'égard des dominés, par l'exclusion sociale et géographique, je voyais des corps fatigués, des mains fatiguées, des dos broyés, des regards épuisés.

La raison de mon bouleversement, c'était bien sûr ma détestation de la violence du monde social et des inégalités, mais aussi, et peut-être avant tout, parce que ces corps que je voyais sur les photos ressemblaient aux corps de mon père, de mon frère, de ma tante... Ils ressemblaient aux corps de ma famille, des habitants du village où j'ai vécu pendant mon enfance, de ces gens à la santé dévastée par la misère et la pauvreté, et qui justement répétaient toujours, tous les jours de mon enfance « Nous on ne compte pour personne, personne ne parle de nous » – d'où le fait que je me sentais personnellement visé par le mépris et la violence de la bourgeoisie qui se sont immédiatement abattus sur ce mouvement. Parce que, en moi, pour moi, chaque personne qui insultait un gilet jaune insultait mon père.

**Cinéma**

## Leto, de Kirill Serebrennikov

Film russe, 2h06, sorti le 5 décembre 2018.

Leto (c'est la traduction de Leto), les Leningradois aiment à aller se baigner et picoler au bord de la mer Baltique. C'est le cas des musiciens de rock du début des années 1980. Le Leningrad Rock Club est le temple toléré de cette musique ; il fonctionne dans un cadre normé : sont prohibées toute exubérance et agitation lors des concerts, et les paroles des groupes sont soumises à une censure préalable.

**Des couleurs dans la grisaille soviétique**

Mike Naumenko et son groupe jouent du blues-rock, ils jouissent d'une certaine célébrité et sont les piliers du club. Viktor Tsoï, un jeune de 19 ans, prend contact avec Mike qui l'introduit dans un petit milieu de musiciens et groupies, aux looks qui contrastent avec une certaine grisaille soviétique, et qui ne jurent que par David Bowie, Lou Reed ou Blondie. Bien qu'il ne soit pas toujours convaincu par la musique de Viktor et vive mal la relation ambiguë que ce dernier a noué avec sa femme Natascha, Mike soutient le jeune musicien. Mike, qui travaille avec acharnement, doute de sa propre musique : pour lui, le milieu musical soviétique n'est qu'un marais au regard de ce qui se passe en Occident mais, comme le lui fait remarquer un des personnages, il est sans doute satisfait d'être le premier des crapauds de ce marais. Si le film est inspiré de la vie de deux musiciens réels, Leto ne dit

rien de l'impact socio-politique de cette jeune scène rock dans la dernière décennie de l'Union soviétique. Ce beau film noir et blanc est surtout un film musical et, malgré une longueur peut-être excessive, d'une grande légèreté (Serebrennikov a pris plaisir à y introduire des scènes burlesques

en précisant après coup que ce n'était pas la réalité). Une dernière précision : Kirill Serebrennikov est actuellement interdit de sortie de Russie et poursuivi par l'État dans une obscure affaire de détournement de fonds, vraisemblablement montée de toutes pièces. HW



**Cinéma**

## La Permission, de Soheil Beiraghi

Film iranien, 1h28, sorti le 28 novembre 2018.

Afroz est la star de l'équipe iranienne de futsal (football en salle). Elle y joue depuis onze ans et rêve de remporter la Coupe d'Asie des nations. Or, à l'aéroport, juste avant de s'envoler pour la finale en Malaisie, elle apprend que son mari Yaser, animateur à la télévision, et dont elle est séparée depuis un an, lui a interdit de sortir du pays. Il s'appuie sur une loi qui stipule que les femmes ne peuvent quitter l'Iran sans l'autorisation de leur mari. On suit la bataille d'Afroz pour pouvoir partir. Il n'y aura pas de « happy end » : elle ne pourra pas rejoindre l'équipe et en sera exclue.

**Une rebelle à éliminer**

Hormis une avocate (dont l'agitation sera peut-être contreproductive), Afroz n'aura pas de soutien ; la



directrice de l'équipe, une femme extrêmement religieuse et sans doute d'une hypocrisie extrême, considère Afroz comme une rebelle et fera tout pour l'éliminer. Ce film, quelque peu maladroit, est inspiré d'une histoire réelle et a le mérite de s'attaquer à une loi qui, effectivement, a privé plusieurs sportives iraniennes (huit en 2017) de compétition à l'étranger. En effet, si l'Iran n'est pas l'Arabie saoudite, dans divers domaines, la législation interdit aux femmes de décider pour elles-mêmes. Divers passages (comme la cohabitation d'Afroz avec une autre joueuse de l'équipe) bousculent des tabous de la censure ; malgré cela (et en dépit du boycott d'un important distributeur), le film est sorti en Iran. Henri Wilno

**Roman**

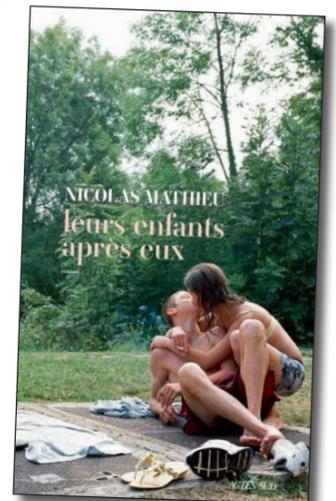
## Leurs enfants après eux, de Nicolas Mathieu

Actes Sud, 425 pages, 21,80 euros.

Le prix Goncourt 2018 résonne incroyablement avec le mouvement de révolte des Gilets jaunes. C'est en effet cette France-là, celle des oubliés, où « chaque plaisir nécessitait du carburant, le boulot, les courses, la nounou, le ciné », qui est magistralement décrite.

**Adolescents en révolte**

Le roman se déroule sur six années, de 1992 à 1998, centré sur des adolescents en révolte contre cette vie mesquine, étriquée menée par leurs parents, dont ils ne veulent pas. « Anthony détestait la famille. Elle ne promettait rien qu'un enfer de reconduction sans but ni fin ». Anthony, le héros, a 14 ans quand s'ouvre le roman. Issu d'une famille cassée net par le licenciement du père, et le naufrage qui en résulte, il se débat pendant ces six années dans des barbelés d'une vie sans échappatoire. Avec ses amis, Hachine, Steph et Clem, ils passent leurs étés à la recherche d'un plan soignée, joint ou drague. Ces adolescents essaient à toute force de goûter intensément aux plaisirs de la vie. Avant de se fracasser au contact de la réalité sociale. Finalement, seuls certains privilégiés s'en sortiront. La trame est bien sûr sombre, mais le roman ne l'est pas du tout. Il réussit le tour de force de ne jamais être misérabiliste, de se dérouler sur un rythme soutenu, de nous attacher à tous ces personnages.



**Un réalisme saisissant**

L'univers décrit est d'un réalisme saisissant : « le soleil plongeait derrière le centre commercial. Une tristesse mercantile montant de terre ». Il montre très justement comment « des solidarités centenaires se dissolvaient dans le grand bain des forces concurrentielles ». Et insiste sur le fait qu'« à chaque fois qu'un pauvre type revendiquait une existence moins lamentable, on lui expliquait par A plus B combien son désir de vivre était déraisonnable. Il risquait d'enrayer la marche du progrès. » On croirait entendre nos dirigeants actuels, ceux pour qui tous ces laissés-pour-compte ne sont rien, ne savent pas s'adapter, loin de l'esprit d'entreprise des « start-upers » chers à Macron. La réalité du travail est au contraire évoquée, l'intérim, les petits boulots, le mépris quotidien, le racisme. Et puis, parenthèse enchantée, la Coupe du monde gagnée par la France en 1998, qui fait dire à l'auteur lors de la demi-finale : « Il y avait eu le baptême de Clovis, Marignan, la bataille de la Somme. Et là, France-Croatie ». Le roman se termine ironiquement sur l'illusion de l'unité et de la fraternité de ce match de foot. C'est tout ce peuple décrit dans le roman qui se retrouve aujourd'hui dans un vaste mouvement de révolte et de contestation sociale.

Régine Vinon

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**

**librairie**  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43  
Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

# **l'Anti**capitaliste

n°455 | 13 décembre 2018 — 1,20 € l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## LE 18 DÉCEMBRE AVEC LES MIGRANT·E·S



**L**a mobilisation du 18 décembre, avec les migrantEs et pour la liberté de circulation, est appelée par 250 signataires, une douzaine de collectifs de sans-papiers, plusieurs syndicats nationaux dont la confédération CGT (Philippe Martinez a annoncé sa présence à la manifestation du 18 sur Paris), des associations, des mouvements et collectifs de solidarité avec les migrantEs et antiracistes dont la Roya Citoyenne, les États généraux des migrations, RESF, la Marche des solidarités, le Collectif Rosa Parks, le Comité Adama... 300 000 tracts ont été sortis en région parisienne, et les 80 000 destinés à Paris sont déjà tous partis.

### Initiatives multiples

10 jours avant la journée du 18, des manifestations sont annoncées dans près de 40 villes : Aix-en-Provence, Alençon, Annecy, Avignon, Besançon, Blois, Bourg-en-Bresse, Caen, Chambéry, Châteauroux, Clermont-Ferrand, Figeac, Gourdon, Grenoble, Lannion, Le Havre, Le Mans, Le Puy-en-Velay, Limoges, Lyon, Menton, Metz, Montpellier, Moulins, Nancy, Nîmes, Paris, Perpignan, Poitiers, Rennes, Rouen, Romans, Saint-Étienne, Saint-Girons, Strasbourg, Toulon, Valence... Samedi 15, deux manifestations auront lieu aux frontières : franco-italienne

à Menton et franco-hispano-catalane au Perthus. Le 18, des marches aux flambeaux auront lieu en même temps dans la majorité des villes pour gagner en visibilité. Venez avec de quoi faire de la lumière et du bruit !

À Paris, les cortèges de sans-papiers ouvriront la manifestation, pas de carré de tête mais la banderole de tête ouvrant les cortèges de sans-papiers (Liberté de circulation – Égalité des droits) sera tenue par les sans-papiers et une douzaine de représentantEs des syndicats, des EGM, de la Marche des Solidarités, du Comité Adama et du collectif Rosa Parks.

### Contre la montée des racismes, des nationalismes et des fascismes

Les gouvernants européens et américains, les chauvins de l'Est et de l'Ouest se rejoignent pour mener la même politique xénophobe et raciste. La recette est partout la même : détourner le mécontentement des masses populaires contre les migrantEs en les désignant comme responsables de tous les maux de la société. C'est la vieille tactique du bouc émissaire, qui marche d'autant plus que les sociétés vont mal. Elle désigne les étrangerEs comme des suspects, des ennemis ; elle augmente ainsi le racisme et le nationalisme, qui sont le fonds de commerce de l'extrême

droite. Macron suit cette orientation en durcissant encore la politique des gouvernements précédents.

### Les chiffres démentent les fantasmes d'invasion étrangère

En 2015, on dénombrait 248 millions de migrantEs pour une population mondiale de 7,3 milliards, soit 3,4 % de la population mondiale au moment d'un pic migratoire. Le chiffre actuel est de 3 % . Les 2/3 des migrations globales ont lieu entre pays du Sud. Les pays qui accueillent le plus de réfugiés sont, dans l'ordre : le Pakistan (1,6 million), le Liban (1,5 million sur 6 millions d'habitantEs!), l'Iran (1 million). Les pays d'Europe sont loin derrière : sur 507 millions d'habitantEs dans l'UE en 2014, 280 000 réfugiés, soit 0,05 % ; en 2016 (après le pic de 2015) : 1,2 million, soit 0,2 %.

### Les migrations ne sont pas responsables des crises

Cette époque du capitalisme déclinant génère toujours plus de crises, de guerres, de misère, de catastrophes liées au réchauffement climatique, poussant les populations à l'exil. Les pays du Sud sont les plus pauvres car ils ont été dépossédés, ruinés par le colonialisme. Ils sont toujours la proie des multinationales qui exploitent

leurs ressources et leurs populations. Ils sont, en plus, les premières victimes du réchauffement climatique dont ils ne sont pas responsables !

### La politique de fermeture des frontières tue

La fermeture des frontières, la construction de camps et de murs détournent les voies de passage vers des routes de plus en plus dangereuses sur terre ou sur mer. Cela fait de la Méditerranée le plus grand cimetière marin. Elle tue des milliers de personnes. Avec Frontex, la police de l'UE, les « hotspots », ces centres de tri au Niger, au Tchad ou en Libye, jamais autant de moyens n'ont été mis pour le contrôle des frontières. Mais aucun mur ne peut arrêter un réfugiéE pousséE à fuir.

### Pour l'égalité des droits, la liberté de circulation et d'installation

En France, il n'y a pas actuellement de crise migratoire, mais une crise de l'accueil. La France est un pays riche. C'est une question de choix de société. Il suffit de prendre aux riches pour redistribuer les richesses aux plus pauvres, étrangerEs ou non, pour assurer les moyens de vivre et un travail à toutes et tous. Cela fait écho au combat des Gilets jaunes

qui réclament comme l'ensemble de la population laborieuse une justice sociale.

La priorité est de se battre pour l'égalité des droits pour tous les migrantEs, en accordant une attention particulière aux femmes, aux personnes LGBTI, aux mineurEs, et de lutter sans relâche contre le racisme et l'islamophobie. Nous affirmons que la liberté d'installation et de circulation est la seule mesure qui pourrait enrayer cette hécatombe sur les chemins de l'exil. Ouvrir les frontières, c'est permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres. C'est faire disparaître la clandestinité et les passeurs. Quand les marchandises et les richesses circulent librement sur la planète, quoi de plus normal que les êtres humains veuillent (et puissent) en faire autant ?

Chaque personne a le droit fondamental de vivre dignement et de jouir de tous les droits politiques et sociaux du pays où elle réside qu'elle ait été contrainte à émigrer ou qu'elle ait choisi de le faire.

La révolte contre le pouvoir et pour la justice sociale doit se renforcer par la solidarité avec migrantEs et étrangerEs.

**Commission nationale migrations-antiracisme**